



Ville de
Montpellier

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/4

Novembre 2015

SOMMAIRE

Délibérations.....	Tome I page 1
Séance du 05 novembre 2015	
Décisions	Tome II page 214
Séance du 05 novembre 2015	
Arrêtés Réglementaires.....	Tome II page 307
Novembre 2015	

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 05 novembre 2015**

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Dénominations de voies et d'espaces publics

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes dans le quartier Port Marianne :

- Port Marianne Rive gauche

La rue des JUSTES est située entre le Lez et l'avenue Raymond DUGRAND dans la ZAC Rive gauche. Cette dénomination approuvée par le Conseil municipal du 17 février 2014 est une référence à une expression du judaïsme tirée du Talmud « Juste parmi les Nations » Hasid Ummot Ha-'Olam, littéralement « généreux des nations du monde ».

En 1953, l'assemblée législative de l'État d'Israël (la Knesset), en même temps qu'elle créait le Mémorial de Yad Vashem à Jérusalem consacré aux victimes de la Shoah, décida d'honorer « les Justes parmi les Nations qui ont mis leur vie en danger pour sauver des Juifs ». Le titre de Juste est la plus haute distinction honorifique délivrée par l'État d'Israël à des civils. **Il est proposé au Conseil de compléter la dénomination en renommant cette rue :**

**Rue des Justes
parmi les Nations**

Dans le même quartier, le Conseil municipal par une délibération en date du 8 février 2010 a honoré les époux Sabine et Miron ZLATIN. A l'occasion de l'inauguration de cette nouvelle voie, **il est proposé au Conseil de modifier la mention « Résistants, déportés » de la manière suivante :**

**Rue Sabine et Miron ZLATIN
(1907-1996) (1904-1944)
Résistants, Fondateurs de la Maison d'Izieu**

- Grammont

L'allée reliant le Château de Grammont à la rue des Marels n'est pas dénommée. **Il est proposé au Conseil de la dénommer:**

**Allée Florence ARTHAUD
(1957-2015)
Navigatrice française**

Florence Arthaud, surnommée « la petite fiancée de l'Atlantique », née le 28 octobre 1957 à Boulogne-Billancourt et morte le 9 mars 2015 en Argentine, est une navigatrice française, victorieuse de la Route du Rhum en 1990.

~

L'allée reliant le Château de Grammont aux locaux de la direction Paysages et Biodiversité n'est pas dénommée. **Il est proposé au Conseil de la dénommer :**

**Allée Camille MUFFAT
(1989-2015)
Nageuse Française**

Camille Muffat est une nageuse française, née le 28 octobre 1989 à Nice et morte le 9 mars 2015 en Argentine. Licenciée au club de l'Olympic Nice Natation et spécialiste du quatre nages puis de la nage libre, dont la carrière sportive s'étend de 2005 à 2014, elle est considérée comme l'une des plus grandes nageuses françaises.

~

L'allée reliant le Château de Grammont aux terrains de tennis de Grammont n'est pas dénommée. **Il est proposé au Conseil de la dénommer:**

**Allée Alexis VASTINE
(1986-2015)
Boxeur français**

Alexis Vastine est un boxeur français, né le 17 novembre 1986 à Pont-Audemer, et mort le 9 mars 2015 en Argentine. Vice-champion olympique de boxe dans la catégorie des super légers, quadruple champion du monde militaire, il sera nommé brigadier-chef dans le 12ème régiment du train, il défilera sur les Champs-Élysées lors des cérémonies du 14 juillet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies et espaces publics ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Dénomination du Parvis Pierre Brossolette

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la modernisation de la Gare Saint Roch, un vaste espace piéton ouvert sur la ville et les différents modes de transport vient d'être aménagé au droit des rues Jules FERRY et Alexandra DAVID NEEL. Ce parvis simplifie l'accès à la gare et la circulation des voyageurs et des riverains.

Cet aménagement permet de requalifier l'espace public et de mieux intégrer la gare dans son environnement.

Cet espace ombragé est doté d'un éclairage qui contribuera à sécuriser le quartier la nuit.

Les aménagements sont adaptés aux personnes handicapées qui pourront s'y déplacer de manière sécurisée et autonome.

Il est proposé de dénommer ce parvis:

Parvis Pierre BROSSOLETTE

(1903-1944)

Journaliste, homme politique
et résistant

Né le 25 juin 1903 d'un père enseignant, élève à l'École normale supérieure, il est reçu second à l'agrégation d'histoire en 1925, derrière Georges Bidault. Militant socialiste, il est journaliste à *Notre temps* puis au *Populaire*. Il est écarté de Radio-PTT en 1939 en raison de son opposition aux accords de Munich. Lieutenant en 1939, capitaine en 1940, il refuse l'armistice et s'engage dans la Résistance. Interdit d'enseignement par Vichy, il ouvre à Paris avec sa femme une librairie qui deviendra un lieu de rencontre de la Résistance et il participe à la création de mouvements comme Libération-nord et Organisation civile et militaire (OCM). En avril 1942, il gagne Londres pour y représenter les mouvements zone nord et devient adjoint du colonel Passy au BCRA. Parachuté à Paris pour unifier les mouvements de zone nord, il s'oppose à la création du CNR voulue par Jean Moulin, mais s'incline à la demande de De Gaulle. Lors d'une nouvelle opération en septembre 1943, il est arrêté et emprisonné à Rennes. Torturé par la Gestapo il se suicide en se jetant du cinquième étage, le 22 mars 1944.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter cette proposition de dénomination;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

MISE EN LUMIERE DE LA FACULTE DE MEDECINE RUE ECOLE DE MEDECINE

Convention tripartite d'autorisation d'implantation et de gestion d'une installation d'éclairage entre la ville de Montpellier, la société transport de l'agglomération de Montpellier (TaM) et l'université de Montpellier Autorisation de signer les documents

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Un projet lumière de mise en valeur du patrimoine de Montpellier-Centre est prévu dans le cadre des travaux de bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway.

Dans le cadre de cette mise en lumière, compte tenu de l'intérêt patrimonial que représente l'ensemble architectural composé de la Faculté de Médecine et de la Cathédrale Saint Pierre dans le Centre historique, la Ville de Montpellier a proposé de prendre en charge la mise en lumière de la façade de la Faculté de Médecine en accompagnement de la mise en lumière de la Cathédrale.

Le coût global de mise en lumière de l'ensemble composé de la Faculté de Médecine et de la Cathédrale Saint Pierre s'élève à 160 000 € HT dont 60 000 € HT pour les travaux concernant la mise en lumière de la façade de l'Université.

La mise en lumière de la façade de l'Université nécessite la réalisation d'un réseau électrique et la mise en place d'équipements d'éclairage à l'intérieur du domaine privé, propriété de l'Université de Montpellier.

A ce titre, TaM, maître d'ouvrage mandaté de Montpellier Méditerranée Métropole réalisera les travaux d'installation d'éclairage architectural dans l'enceinte de la faculté de médecine de l'UM pour le compte de la ville de Montpellier au titre des opérations connexes au tramway. La ville de Montpellier sera chargée de l'exploitation et de l'entretien des installations.

Il est donc nécessaire d'établir une convention tripartite entre La société dénommée Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM), la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier afin de définir les modalités de réalisation des travaux et de gestion de l'installation d'éclairage située dans l'enceinte de la Faculté de Médecine, domaine privé de l'Université de Montpellier."

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention tripartite entre La société dénommée Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM), la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier pour la réalisation des travaux et la gestion de l'installation future d'éclairage de mise en lumière de la Faculté de Médecine - 2 rue Ecole de Médecine ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, où à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec le Président de l'université de Montpellier et le directeur général de TaM et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Accompagnement de la mise en service du bouclage de la ligne 4 de tramway - création d'une aire piétonne - Vialleton, Henri IV, Broussonnet

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La piétonisation du secteur Ledru Rollin/Jeu de Paume/Courreau/Saunerie et les aménagements prévus dans le projet « bouclage de la 4ème ligne de tramway » sur les boulevards Henri IV et Professeur Louis Vialleton vont contraindre considérablement la circulation des véhicules à l'intérieur du quartier.

Soucieux d'améliorer le cadre de vie des résidents de Montpellier Centre, il est proposé la création d'une aire piétonne sur le secteur délimité par la rue Broussonnet, le boulevard Henri IV, la place d'Aviler, la rue Placentin, la rue du Puits du Palais, la rue Bechamp et la rue Ecole de Médecine.

Cette piétonisation répondra donc aux objectifs suivants :

- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie de qualité en réduisant considérablement les nuisances de la circulation et du stationnement des véhicules dans les voiries inadaptées à leurs contraintes (bruit, pollution, gêne à la circulation des piétons et notamment des personnes à mobilité réduite, à l'accès rapide des véhicules de secours...) ;
- Organiser et gérer l'accès des professionnels (entreprises, artisans,...) en fonction des besoins réels de leurs interventions et en tenant compte des contraintes d'exploitation du tramway ;

- Requalifier les espaces publics par l'enlèvement d'obstacles inesthétiques et encombrants, qui ont été mis en place pour empêcher le stationnement anarchique ;
- Accompagner les aménagements du bouclage de la ligne 4 de tramway afin d'améliorer le quotidien des riverains et des commerces.

En conséquence et en application de l'article L300-2 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, de bien vouloir :

- adopter les objectifs proposés sur ce périmètre pour restreindre la circulation ;
- adopter les modalités d'association du public suivantes :
 - une réunion publique ;
 - une mise à disposition du public du dossier, afin de leur permettre de faire part de leurs observations
 - un article dans le journal municipal « Montpellier notre Ville » ;
 - d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Convention cadre de partenariat ENSAM/SNCF/Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, la SNCF et la Ville de Montpellier souhaitent s'associer afin d'utiliser l'école d'architecture comme laboratoire d'idées et d'expérimentations sur des sujets d'études portant sur l'environnement urbain de la gare Saint-Roch, en particulier la zone correspondant au pont de Lattes.

Ces sujets d'études pourront être étendus à l'ensemble du faisceau des voies ferrées sur le territoire de la ville aux contacts notamment de la ZAC Nouveau St Roch, ou de celle de la Restanque, et sur d'autres secteurs de développement urbain mis en étude par la Ville (route de Nîmes).

Un travail ambitieux est envisagé à l'échelle du domaine d'étude Arts et Architecture notamment dans le cadre de deux semestres (2015/ 2016) et des PFE du mois de juin 2016 (projet de fin d'études).

Ce partenariat propose :

- une aide à la diffusion : considérer l'école comme un laboratoire d'idées et d'expérimentations, et également comme outil de sensibilisation, et de débats sur le devenir des lieux en projets ;
- des projets d'exposition et de conférences : la SNCF mettra à disposition de l'ENSAM un espace de la nouvelle gare pour présenter les travaux produits par les équipes étudiantes. Un soutien financier, à définir, pourra être envisagé. Des conférences relatives aux thèmes abordés et notamment celui des gares et du développement urbain pourront être organisées à l'ENSAM ;
- des partenariats divers : SNCF et la Ville seront susceptibles d'accueillir des étudiants de l'ENSAM dans le cadre de stages ou de mises en situations professionnelles,

Chacune des parties s'engage à communiquer sur l'objet de la présente convention qui est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction à concurrence de trois ans.

L'objet de cette délibération porte donc sur la signature de cette convention cadre entre les partenaires visant à préciser les différentes orientations possibles de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les principes de cette convention cadre et d'accepter de signer la présente convention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à l'urbanisme, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

PROJET DE RENOVATION URBAINE DE MONTPELLIER

Avenant technique n°9 à la CTRU du PRU Mosson

(Paillade - Hauts de Massane)

Avenant technique n°11 à la CTRU du PRU Cévennes

(Petit Bard - Pergola)

Avenant technique n°11 à la CTRU du PRU Centre

Approbation



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier mène en partenariat avec l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard - Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, les Conventions Territoriales pluriannuelles de Rénovation Urbaine signées en 2005 et 2007 pour les trois quartiers ont permis la mobilisation de financements importants au profit de l'amélioration durable du fonctionnement urbain et des conditions de vie des habitants.

Parmi les actions de transformation engagées sur ces quartiers figurent des opérations de création et de restructuration des espaces publics et de voiries.

Par décret n° 2014-1605 en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue transformer en Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015. Parmi les compétences obligatoires de la Métropole figure la « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ».

En application de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est substituée de plein droit aux communes membres, pour l'exercice des compétences transférées dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes, notamment les contrats en cours. Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres, dont la commune de Montpellier, ayant conclu des conventions de gestion provisoire, le transfert de compétences ne sera pleinement effectif qu'à compter du 1^{er} janvier 2016.

Compte tenu de cette évolution, il s'avère nécessaire de procéder à un avenant technique pour les trois Conventions Territoriales de Rénovation Urbaine de Montpellier de manière à :

- constater le transfert de compétences en matière d'espaces publics de la commune de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole ;
- constater la substitution de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier dans les opérations d'aménagements et de création d'espaces publics subventionnées par l'ANRU ;
- clôturer lesdites opérations d'aménagement des espaces publics sous maîtrise d'ouvrage « Commune de Montpellier » et d'ouvrir à compter du 01/01/2016 ces mêmes opérations d'aménagement des espaces publics, en l'état d'avancement technique et financier déjà réalisé, sous la maîtrise d'ouvrage de « Montpellier Méditerranée Métropole ».
- procéder en conséquence aux modifications nécessaires des conventions initiales.

Le PRU Mosson est concerné par une opération, qui fait l'objet de l'avenant n°9 à la CTRU.

Le PRU Cévennes (Petit Bard – Pergola) est concerné par 3 opérations, qui font l'objet de l'avenant n°11 à la CTRU.

Le PRU Centre est concerné par 3 opérations, qui font l'objet de l'avenant n°11 à la CTRU.

Le tableau suivant précise le montant des travaux et des subventions ANRU pour les 7 opérations concernées, et précise la nouvelle répartition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole :

	Opérations concernées	coûts de travaux (€HT)			subventions ANRU (€)		
		Total	Ville	MMM	Total	Ville	MMM
PRU MOSSON <i>Ancienne répartition</i>	Espaces publics Tritons	1 003 345	1 003 345	0	250 836 (soit 25%)	250 836 (soit 25%)	0
PRU MOSSON Nouvelle Répartition	Espaces publics Tritons	1 003 345	322 773	680 572	250 836 (soit 25%)	80 693 (soit 25%)	170 143 (soit 25%)
PRU CEVENNES <i>Ancienne répartition</i>	Rue Paul Rimbaud – traitement de voirie	1 200 000	1 200 000	0	300 000 (soit 25%)	300 000 (soit 25%)	0
	Liaison modes doux Oasis – Lodève	1 150 000	1 150 000	0	287 500 (soit 25%)	287 500 (soit 25%)	0
	Réaménagement de l'avenue de Lodève	472 000	472 000	0	118 000 (soit 25%)	118 000 (soit 25%)	0
PRU CEVENNES Nouvelle Répartition	Rue Paul Rimbaud – traitement de voirie	1 200 000	1 000 000	200 000	300 000 (soit 25%)	250 000 (soit 25%)	50 000 (soit 25%)
	Liaison modes doux Oasis – Lodève	1 150 000	0	1 150 000	287 500 (soit 25%)	0	287 500 (soit 25%)
	Réaménagement de l'avenue de Lodève	472 000	0	472 000	118 000 (soit 25%)	0	118 000 (soit 25%)
PRU CENTRE <i>Ancienne Répartition</i>	Restructuration urbaine de la Cité Gély	4 588 160	4 588 160	0	1 147 040 (25%)	1 147 040 (25%)	0
	Requalification des voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire (VDIIP)	3 345 000	3 345 000	0	836 250 (25%)	836 250 (25%)	0
	Installation conteneurs enterrés et boutiques à déchets	545 300	300 000	245 300	109 830 (20%)	60 000 (20%)	49 830 (20%)
PRU CENTRE	Restructuration	4 588 160	0	4 476 721	1 147 040	35 360	1 111 680

Nouvelle Répartition	urbaine de la Cité Gély				(25%)	(25%)	(25%)
	Requalification des voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire (VDIIP)	3 345 000	0	2 256 872	836 250 (25%)	272 032 (25%)	564 218 (25%)
	Installation conteneurs enterrés et boutiques à déchets	545 300	75 481	224 519	109 830 (20%)	15 096 (20%)	44 904 (20%)

Les avenants relatifs à chaque Convention Territoriale de Rénovation Urbaine, ainsi que les tableaux financiers correspondant modifiés en conséquence, sont joints à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

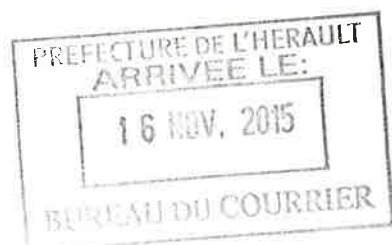
- d'approuver l'avenant technique n°9 de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Mosson pour le quartier Mosson (Paillade – Hauts de Massane) et son annexe financière joints à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant technique n°11 de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) et son annexe financière joints à la présente délibération ;
- d'approuver l'avenant technique n°11 de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Centre et son annexe financière joints à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014)

Avenant n°8

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014)

Avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration, dans un objectif de développement durable, des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine. Celui-ci se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Cet ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) doit permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale,
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial, ...) et de l'ouvrir sur la ville,
- de rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (démolition de 456 logements privés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 270 logements privés, réhabilitation de 390 logements privés, scission de l'ensemble en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion),
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase. Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une refaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

Le bilan qui est présenté ici intègre un ajustement des coûts et recettes liées à l'avancement de l'opération et notamment une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir. Il prévoit également une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

Le bilan a été augmenté en dépenses et recettes de 2 340 000 € : il s'établit à 65 498 000 € en dépenses et 65 498 000 € en recettes, dont 50 621 000 € réalisés en dépenses et 36 763 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2014. La participation de la ville est quant à elle augmentée de 1 589 000 €.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, l'avenant n°5 permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2014, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°8 à la concession d'aménagement joint à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

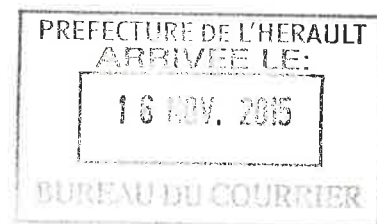
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

ZAC OVALIE **Demande d'agrément de candidature** **Tranche 4 - lot 2** **VINCI Immobilier Promotion** **Abroge et remplace**



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004.

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, la Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 mai 2012, le Conseil municipal a agréé la candidature de Vinci Immobilier Promotion pour le lot 2 pour une SHON de 5 900 m² soit environ 81 logements collectifs mixant accession libre, aidée et intermédiaire. A la suite d'une modification du terrain d'assiette et de la fiche de lot, la SERM propose d'agréer à nouveau la candidature de Vinci Immobilier Promotion sur la base des éléments suivants :

Maître d'ouvrage : VINCI Immobilier Promotion
121 rue Shirin Ebadi
34060 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PB n°232 partie

Surface du lot : 1 091 m²

Nature du projet : 62 logement collectifs
+ locaux commerciaux ou professionnels

SDP envisagée : 3 773 m² SDP
dont 685 m² SDP en accession à la propriété aidée
dont 530 m² SDP en accession intermédiaire
dont 2 309 m² SDP en accession libre
3 960 m² SDP maximale autorisée

La présente délibération abroge et remplace la précédente délibération n°2012/232 du 29 mai 2012. La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

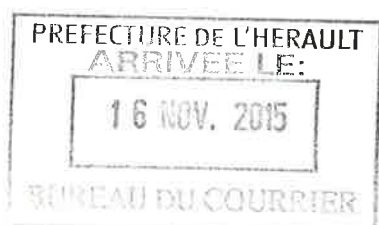
- d'abroger la délibération n°2012/232 du 29 mai 2012 ;
- d'agréer la candidature de VINCI Immobilier Promotion ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

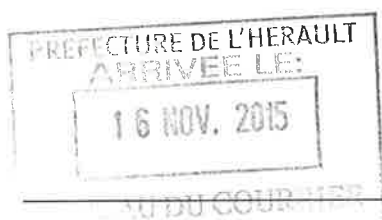
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015





Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature

Tranche 6 - Lot n° 6B

“BOUYGUES Immobilier”

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie. Par la suite, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira, dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics). Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM

propose d'agréer la candidature de la société « BOUYGUES Immobilier » pour le lot 6B de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : BOUYGUES Immobilier
Immeuble Etoile Richter
58, avenue Marie de Montpellier
CS 59514
34960 MONTPELLIER Cedex 2

Localisation du projet : Section PB n°220p et 249p

Surface du lot : 3 958 m²

Nature du projet : 114 logements collectifs et maison de ville en accession libre

SDP envisagée : 6 566 m² de SDP
6 825 m² de SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

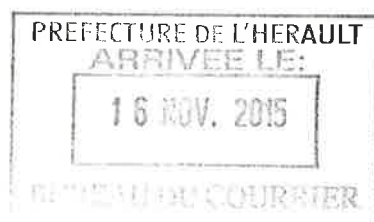
- d'agréer la candidature de la société « BOUYGUES Immobilier », en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 114 logements collectifs et maisons de ville dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SALREGE

Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

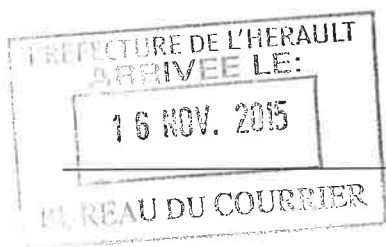
Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khamthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.



ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 18 B "EMERIS"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie. Par la suite, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpellicaine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira, dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics). Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « EMERIS » pour le lot 18B de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : EMERIS
23, rue Ernest Michel
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PC n°178

Surface du lot : 2 887 m²

Nature du projet : 64 logements collectifs en accession libre

SDP envisagée : 3 518 m² de SDP
3 518 m² de SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

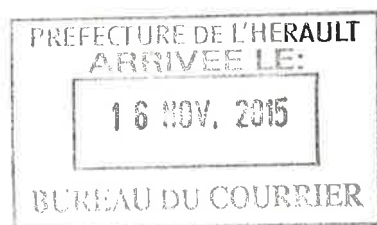
- d'agréer la candidature de la société « EMERIS », en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 64 logements collectifs dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

ZAC LA FONTAINE Concession d'aménagement ville/SERM Bilan de clôture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Fontaine est située à l'ouest de la commune de Montpellier, en bordure immédiate du tissu bâti de Celleneuve. Elle avait pour objectif de prolonger le quartier de Celleneuve vers l'ouest en intégrant la construction de logements et l'implantation d'activités notamment commerciales. La ZAC a permis sur 10 hectares environ la création d'un nouveau quartier assurant diversité et mixité sociale (logements locatifs, en accession, sociaux, activités, commerces...).

Par ailleurs, le quartier de la Fontaine comprend des équipements publics, parmi lesquels on peut citer :

- l'école maternelle Pape Carpentier,
- le CIO (Centre d'Information et d'Orientation),
- la place Mansart (piétonne),
- la création d'un « canal » et d'un mail planté en partie centrale,
- une antenne de Pôle Emploi,
- le parc Edouard André.

Un soin tout particulier a été apporté au traitement paysager de ce quartier, tant en bordure du carrefour Willy Brandt qu'au cœur de la ZAC. Ce souci d'un environnement de qualité est également visible dans le traitement particulier des espaces publics : square Louis Carles situé devant l'école, plantations sur la place François Mansart, aménagement minéral et création de fontaine sur le quai Louis le Vau... Tous ces aménagements publics contribuent à l'amélioration du cadre de vie quotidien.

Cette opération qui s'est développée sur plus de vingt ans est aujourd'hui terminée.

Le dossier concernant la création-réalisation de la ZAC de la Fontaine a été approuvé par délibération du 12 juillet 1985 et par arrêté préfectoral du 19 décembre 1986.

L'aménagement de cette zone a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par traité de concession du 18 juillet 1986. Une modification du plan et du règlement d'aménagement de zone a été approuvée par la délibération du conseil municipal du 26 février 1999.

Tous les aménagements et équipements prévus dans la concession d'aménagement sont aujourd'hui achevés et la ZAC est terminée. La SERM a donc établi un bilan de clôture de la concession d'aménagement de la ZAC la Fontaine, joint en annexe de ce rapport et objet de la présente délibération.

Ce bilan de clôture fait apparaître les comptes de l'opération, concédée, arrêtés au 30 septembre 2015.

Les grandes lignes de ce bilan financier en dépenses et recettes sont les suivantes :

- l'ensemble des dépenses assurées par la SERM pour le compte de la Ville s'élève à 8 729 920,94 € HT (1 745 984,19 € de TVA) soit 10 475 905,12 € TTC,
- l'ensemble des recettes s'élève à 8 729 920,94 € HT (1 745 984,19 € de TVA) soit 10 475 905,12 € TTC.

Au titre du programme des équipements publics, la Ville a participé à hauteur de 373 302,24 € HT à cette opération. Le bilan de clôture fait apparaître un solde positif de 2 542,95 € HT, qui sera reversé par le concessionnaire à la Ville.

Il vous est donc proposé aujourd'hui de clôturer les comptes de la ZAC La Fontaine et de mettre fin à la concession d'aménagement de cette opération qui avait été confiée à la SERM en 1986.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le bilan de clôture annexé à la délibération et établi par la SERM, concessionnaire de la Ville pour la réalisation de la ZAC La Fontaine ;
- de donner quitus à la SERM pour sa mission d'aménagement de cette ZAC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

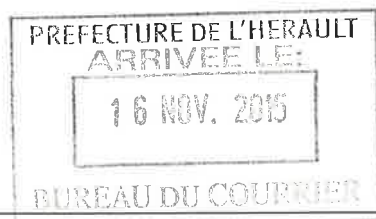
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SATREL

Publiée le : 06/11/2015





Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

QUARTIER MOSSON Secteur Hauts de Massane Tour d'Alembert - Autorisation de démolir

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le code de la construction et de l'habitation précise dans son article L443-15-1 qu'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré ne peut être démoli sans l'accord préalable du représentant de l'Etat dans le département, de la commune d'implantation et des garants des prêts. Conformément à cet article, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements et commune garante des emprunts contractés pour la construction de ces logements.

Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à démolir la tour d'Alembert, dernière tour de 98 logements présente sur le site des Tritons (Hauts de Massane).

La démolition des quatre autres tours du secteur entre 2001 et 2013 a déjà permis de reconstruire progressivement 165 logements d'un statut et d'une typologie diversifiés (collectifs/individuels – locatif/accession) avec une architecture à l'échelle du piéton. Ce processus de transformation par la dédensification du site des Tritons doit se poursuivre par la prochaine démolition de la tour d'Alembert, qui permettra la reconstruction d'un programme offrant mixité sociale et typologique.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser l'Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM) à démolir la tour d'Alembert ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch

Concession d'aménagement Ville/SERM

Avenant n° 5

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible en particulier par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et L.300-5

du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Dans le courant de l'année 2014, la ZAC Nouveau Saint-Roch a été déclarée d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité a été prorogé.

Diverses études ont été réalisées notamment celles concernant la faisabilité technique et financière de la voie nouvelle 3.

Suite aux réunions publiques de concertation, la fiche des lots 3 et 4 a été finalisée pour un lancement de la consultation et le choix des opérateurs fin 2015.

Par ailleurs, le parking d'environ 800 places prévu dans l'opération a été livré en juillet 2015.

Cependant, compte tenu de l'actualisation du calendrier prévisionnel de l'opération, il est proposé de prolonger la concession jusqu'en 2023, contre 2020 actuellement.

Le bilan de la ZAC s'équilibre désormais en recettes et dépenses à 63 405 000 €, en légère baisse par rapport au précédent bilan.

Au 31 décembre 2014, les dépenses engagées par la ZAC s'élevaient à 25 697 000 € pour un montant total de recettes perçues de 24 238 000 €.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°5 à la concession d'aménagement prolongeant de 3 ans la concession ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ces prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014)

Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1800 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier. Le programme global des constructions est de 140 000 m² de SDP dont 15 000 m² de bureaux et de commerces. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé. Les dernières acquisitions auprès de la Communauté d'Agglomération (désormais Montpellier Méditerranée Métropole) se sont achevées dans le courant de l'année 2013.

Les logements de la première, deuxième et troisième tranche de la ZAC ont été livrés. L'année 2014 a été marquée par le démarrage des travaux de la tranche 4 et du projet Mascobado / Promologis pour le lot d'habitat participatif, suite à l'appel à projet lancé par la Ville en 2012.

D'autre part, le quartier des Grisettes qui a été lauréat éco-quartier au titre de la nature en ville en 2011, poursuit son objectif de labellisation éco-quartier par le Ministère dont le résultat sera connu d'ici la fin de l'année.

En termes d'équipements, la construction de la clinique Saint Roch sera livrée début 2016 le long de l'avenue du colonel Pavelet. Une extension du pôle de bureaux et la construction d'un parking silo en lieu et place du parking relais pourront être étudiées à terme.

Au 31 décembre 2014, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 35 631 000 € et les recettes perçues à 36 834 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 45 566 000 €.

Ce montant des recettes, en hausse grâce à la bonne commercialisation des tranches 4 et 5 et en particulier à la cession de la clinique Saint Roch, permet d'intégrer au bilan une augmentation de la provision en vue d'un aménagement ultérieur sur l'emprise du parking relais et à ses abords.

Le fonds de concours de la ZAC au bénéfice de la Ville d'un montant de 6 940 000 € reste inchangé.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2014 par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte des documents identifiant les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014 ;

- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ces prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveteur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014)

Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2^{ème} et desservi par la 4^{ème} ligne de tramways, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant la nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM et une modification du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

En effet, pour commencer, la Ville a souhaité répondre prioritairement aux deux objectifs suivants pour la période 2014-2016 :

- mettre en place une méthode et une stratégie qui permettront, sur la base d'un îlot test opérationnel d'accompagner les mutations et de réaliser le programme de constructions en veillant au respect des équilibres financiers et des activités présentes sur le site;
- réaliser les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, et notamment du dossier de réalisation de ZAC comprenant le programme des équipements publics.

A ce titre, le bilan de l'année 2014 fait apparaître une dépense de 160 000 € HT correspondant notamment à la rémunération forfaitaire de la SAAM et à des études urbaines de programmation. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 415 000 € HT.

Le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) prévoit ainsi un développement qui se concentre sur ces deux objectifs pour les premières années, conformément aux orientations prises lors du CRAC approuvé en 2014.

En outre, au 31 décembre 2014, le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T. en dépenses et recettes, montant inchangé par rapport au CRAC de l'année précédente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque, qui a été établi au 31 décembre 2014 par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM à la date du 31 décembre 2014 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés).

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la 3^{ème} ligne de tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'hôtel de Ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par délibération du 20 juin 2011, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valant enquête pour la protection de l'environnement, ainsi que le dossier d'enquête parcellaire relatifs à l'extension de ZAC.

A l'issue des enquêtes publiques conjointes correspondantes, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de l'opération et a adopté la déclaration de projet préalable à sa réalisation par délibération du 25 juin 2012. La déclaration d'utilité publique a ensuite été prononcée par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 août 2012.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. L'élaboration du dossier de réalisation est actuellement en cours.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au 31 décembre 2014, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 101 932 000 € HT et à 103 424 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel total s'équilibre en dépenses et en recettes à 115 321 000 € HT, en augmentation de 564 000 € HT par rapport à celui de l'exercice 2013.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Réaménagement du quartier de la Pompignane Mandat Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014)

Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé par délibération en date du 25 juin 2012 de lancer le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (IBM, Dell, Areva,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Les études réalisées à partir de 2009 ont permis de constater un certain nombre de déséquilibres urbains (en matière d'habitat, de commerce/centralité, de mono-fonctionnalité, de qualité des espaces publics, de lien avec le reste de la ville, de déplacements en modes doux...). Ces études ont également permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Les principaux enjeux et objectifs de ce projet sont :

- L'affirmation de la centralité et de l'urbanité de ce quartier (équipements publics, espaces publics, commerces, formes urbaines, image, qualité), associé à un équilibre social présentant une plus grande mixité ;

- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier et une plus grande mixité fonctionnelle du plateau industriel de la Pompignane ;
- Le développement des modes de circulation doux (piétons, vélos), des transports en commun et de la transversalité inter-quartiers ;
- La conception de formes urbaines adaptées au contexte (densité, diversité, tenue de l'espace public, coutures urbaines, etc.) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique et de la valorisation paysagère sur le principe d'un quartier durablement vert.

Devant le constat d'une complexité de projet, des études complémentaires et un processus de définition du projet de réaménagement permettant la désignation d'un architecte en chef (dialogue compétitif) sont apparus nécessaires. Aussi, par décision du 20 décembre 2012, le Maire a décidé de confier un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012 pour la réalisation des dites études, sur une durée de 24 mois.

L'année 2013 a vu la réalisation des études liées au dialogue compétitif. Le choix du projet lauréat et la désignation de l'architecte en chef du projet de réaménagement ont été opérés au premier trimestre 2014. L'équipe désignée lauréate sur proposition de la Commission d'Appel d'Offre de la Ville de Montpellier, réunie le 4 février 2014, est la suivante :

- CASTRO & DENISSOF – PRAXYS / BERIM / 2DKS ;

Par décision n° 2014/0195 en date du 27 juin 2014, le Maire a autorisé la SAAM à signer avec l'équipe lauréate le marché public à tranche conditionnelle des études urbaines et paysagères afférentes au réaménagement du quartier de la Pompignane.

La Ville de Montpellier a engagé depuis la tranche ferme dudit marché avec l'architecte en chef et la SAAM, afin d'aboutir à un plan guide accompagné d'une estimation financière du bilan d'opération. Grâce à ces éléments, la collectivité pourra se prononcer sur le périmètre et sur le choix du processus opérationnel de réaménagement du quartier de la Pompignane et sur la signature éventuelle d'une concession d'aménagement.

Afin d'anticiper la maîtrise foncière nécessaire à la bonne marche du projet, la Ville de Montpellier a en outre confié une mission de recherche et de négociations foncières à la SAAM.

L'avenant n°1 au mandat d'études, signé le 10 décembre 2013, est venu préciser les nouvelles missions confiées à la SAAM (suivi des études de la tranche ferme du marché et négociations foncières). Cet avenant a également permis de proroger la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2016, afin de permettre la bonne réalisation des missions confiées.

Au 31 décembre 2014, le bilan prévoit un montant de dépenses fixé à 587 000 € TTC, en légère augmentation par rapport au précédent bilan du fait de l'intégration d'études complémentaires. Les prévisions de recettes du bilan sont d'un montant équivalent et sont constituées uniquement par les remboursements de mandat effectués par la Ville.

Au 31 décembre 2014, le montant des dépenses constatées s'élevait à 270 000 € TTC. A la même date, les remboursements de mandat effectués par la Collectivité s'élèvent à 216 000 € TTC. Les remboursements restant à réaliser sont programmés sur les exercices 2015 et 2016 et s'élèvent à 371 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de l'opération de mandat d'études pour le « Réaménagement du quartier de la Pompignane » qui a été établi par la Société d'aménagement de l'agglomération montpelliéraine (SAAM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM à la date du 31 décembre 2014 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014) Avenant n°8

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-

Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m² de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,

- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui dénommé « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En 2011, la ZAC Port Marianne – Parc Marianne s'est distinguée en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Eco-quartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier. La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a également été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale (labellisation en cours en 2015) et a été lauréate en 2014 des Victoires du Paysage.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la ZAC (10%).

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2014, le montant total des charges engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 69 861 000 € pour un montant de recettes constaté de 67 553 000 €.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 116 457 000 €, en augmentation par rapport au bilan précédent, du fait, notamment, de la réalisation de travaux complémentaires pour l'aménagement des voiries primaires (avenues Nina Simone, Joan Miró et Raymond Dugrand) et à l'actualisation pluriannuelle des prix.

Cette hausse des dépenses du bilan est compensée par une augmentation des produits de cession, par la suppression d'un fonds de concours initialement envisagé au terme de l'opération et par une augmentation de la participation de la Ville pour la réalisation des équipements publics primaires qui s'établit désormais à 37 160 341 € HT.

Cette modification de la participation de la Ville à l'opération nécessite de modifier la concession par un avenant n°8 qui vous est proposé aujourd'hui pour approbation : cet avenant prévoit le réajustement de la participation à un montant total de 37 160 341 € HT et permet de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne-Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2014;
- d'approuver les termes de l'avenant n°8 à la concession d'aménagement en vue de réajuster le montant de la participation financière de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération et de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014) Avenant n°10

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis

favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibérations du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (« *La Mantilla* ») de la ZAC en bordure de l'avenue

Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de l'îlot H et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de La Mantilla par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Compte-tenu de la nécessité pour la SERM d'assurer la commercialisation et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de La Mantilla (commercialisation, perception des recettes, suivi des contrats, liens avec le prestataire spécialisé désigné,...), un avenant n°10 est aujourd'hui proposé afin d'intégrer au bilan de la concession une rémunération forfaitaire annuelle de 6 000 € HT.

Au 31 décembre 2014, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 66 795 000 € HT et les recettes perçues à 66 822 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération est arrêté en recettes et en dépenses à 75 899 000 € HT, sans évolution notable par rapport à l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2014 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°10 à la concession d'aménagement actant le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de La Mantilla ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbanisme-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (BET environnemental).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,

- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation.

Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « Pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles,...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'Hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque,...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation

de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, les dépenses engagées s'élevaient à 20 389 000 € pour un montant total de recettes perçues de 15 151 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 39 067 000 €, sans modification notable par rapport au bilan de l'exercice 2013. Le bilan de l'opération maintient le versement d'un fonds de concours dont le montant reste inchangé à 4 800 000 €, échelonné jusqu'en 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans le cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement d'une parcelle située en bordure de la place Tycho Brahé, en vue de la réalisation de la dernière opération de logements sur le lot M de la ZAC (environ 2500 m² de SDP). L'acquisition du terrain d'assiette de cette opération n'ayant toutefois pu se concrétiser que durant l'année 2012, plus tardivement qu'envisagé initialement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

La dernière opération de la ZAC Blaise Pascal a ainsi pu être attribuée fin 2014 à la société BACOTEC en vue de la réalisation d'un programme d'environ 42 logements collectifs sur le lot M.

Au 31 décembre 2014, le bilan de l'opération s'établit à 19 614 000 € en dépenses et à 19 964 000 € en recettes (bilan inchangé par rapport à l'exercice 2013) et génère un résultat d'exploitation positif à 350 000 € qui pourra être reversé dans le cadre d'un boni d'opération lors de la clôture de l'opération susceptible d'intervenir d'ici 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2014 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014) Avenant n°11

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon.

Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Depuis le dernier exercice, de nouveaux travaux liés à des dégradations d'espaces publics ou de reprises de réseaux ainsi qu'à des aménagements complémentaires non prévus initialement, entraînent un nouveau déséquilibre du bilan, qui doit être compensé par une participation équivalente de la Ville. Il est donc proposé de modifier aujourd'hui, dans le cadre d'un avenant n°11 à la concession, la participation de la Ville pour la porter à 1 054 000 €, soit une augmentation de cette participation de 606 000 € (participation prévue en 2017).

Au 31 décembre 2014, les dépenses engagées s'élevaient à 43 737 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 43 478 000 € HT, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibrant à 45 493 000 € HT en dépenses et en recettes. Ce bilan prend en compte les travaux et aménagements complémentaires mentionnés ci-avant et augmente en conséquence de 614 000 € HT par rapport à l'exercice précédent.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014 qui vous sont présentés en annexe de cette délibération.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2014 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°11 à la concession d'aménagement en vue de l'octroi d'une participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 606 000 € programmée en 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

ZAC OVALIE

Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier en offrant, dans un cadre paysagé de

qualité, environ 3100 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (habitat, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics majeurs bordés de commerces et d'équipements publics permettant d'assurer une animation des lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier a implanté le stade de rugby « Yves du Manoir » en bordure du quartier Ovalie, participant ainsi à la valorisation de ce secteur de ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet en outre d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2014, à 81 919 000 € en dépenses et 81 919 000 € en recettes, dont 64 227 000 € réalisés en dépenses et 53 470 000 € réalisés en recettes.

Le bilan a été augmenté de 3 797 000 € en dépenses en raison notamment de l'actualisation du coût des travaux d'aménagement et de la réalisation de travaux de voirie complémentaires nécessaires à l'amélioration des cheminements piétonniers publics dans le quartier Ovalie et au traitement de l'interface avec les quartiers existants (Bagatelle, Pas du Loup). Cette hausse des dépenses est compensée par une actualisation des recettes de charges foncières. La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3,6 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2014, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kanhthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Avenant n°11

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.
Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993.
Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Une nouvelle prolongation des missions de la SERM est aujourd'hui proposée dans le cadre d'un avenant n°11 à la concession, compte tenu d'un nouveau décalage du planning de l'opération de construction du siège du CNFPT (lot M) dont le début des travaux est désormais programmé au 1^{er} trimestre 2016. Cet avenant n°11 propose en conséquence de prolonger la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2014, les dépenses engagées s'élevaient à 45 852 000 € pour un montant total de recettes perçues de 46 407 000 €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 47 410 000 € en dépenses et en recettes, en légère augmentation de 41 000 € par rapport au bilan précédent (ajustements mineurs du bilan).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2014,
- d'approuver les termes d'un avenant n°11 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour ~~extraire conforme~~, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

ZAC MALBOSC Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2014 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014) Approbation de l'avenant n°6

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;

- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération. En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier. Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Aujourd'hui l'ensemble des lots de la ZAC sont livrés. L'aménagement de la place Pierre Waldeck Rousseau avec l'implantation d'un bureau de poste sera mis en service au premier trimestre 2016. Par ailleurs, seul un dernier programme de logements sur une parcelle comprise dans le périmètre de la ZAC mais non acquise par la SERM, sera réalisé rue de Malbosc courant 2016.

Dans la perspective de poursuivre la remise des derniers ouvrages publics à la collectivité (phase 4 et entrée de la ZAC) et d'achever les dernières opérations en cours, il est proposé un avenant n°6 à la concession d'aménagement pour proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2017.

Le bilan qui est présenté s'établit à 54 234 000 € en dépenses et 54 235 000 € en recettes, dont 51 945 000 € réalisés en dépenses et 52 990 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2014.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2014 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2014 ;
- d'approuver le bilan des cessions ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°6 à la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

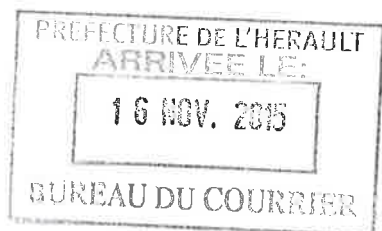
Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SAAM) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Avenant n°2 au traité de concession d'aménagement Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie

Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets, le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession (Nouveau Grand Cœur) fin 2013 (DCM du 7 octobre), notifiée à la SAAM début décembre 2013.

Pour mener à bien cette opération, la SAAM conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'action, met en place les outils d'aménagement nécessaires.

Le travail de programmation a commencé conformément au programme et au bilan prévisionnel inscrit dans le traité de concession.

Rappel du programme :

- Remettre sur le marché 1350 logements dont 360 logements sociaux publics ou privés (532 en construction neuve, 163 en acquisition/amélioration, 80 en OPAH RU, 575 en « facilitateur » (encadrement de projets d'institutionnels/professionnels),
- Remettre sur le marché 50 locaux d'activité/commerce pour une surface de 4600m²,
- Les halles Laissac

A cela s'ajoute :

- le programme de la requalification de l'entrée de Ville de Montpellier, avenue François Delmas (30 000m² de surfaces logements soit 450 à 500 logements et 5000 m² de bureaux).

Cette opération est équilibrée en dépense et en recettes à hauteur de 9,1 M€ HT, sans participation de la Ville,

- le programme, projets immobiliers, requalification des espaces et équipements publics, sur les secteurs de « Moulares » et « Moulin des sept Cans-petit train » (avenant n°1, DCM du 23 juillet 2015).

Depuis le début de la concession, le total du bilan est passé de 46 430 000 € HT à 57 865 000 € HT et la participation de la Ville de 11 749 000 € HT à 14 245 000 € HT, dont 2 496 000 € HT en nature (foncier).

En 2014, le programme prévisionnel fait l'objet de quelques adaptations opérationnelles notamment :

- diminution du portage immobilier en raison du décalage des acquisitions,
- augmentation des recettes de revente de locaux commerciaux,
- renforcement de l'action sur les préemptions des droits au bail et fonds de commerce,
- indexation afférente de la rémunération de l'aménageur,
- réduction de l'opération « halles Laissac » à uniquement la démolition du bâtiment et la relocalisation temporaire des étaliers.

Pour limiter les frais de portage, des avances infra annuelles de 4 000 000 € sont introduites en 2015, 2016 et 2017 et l'avance de trésorerie de 500K€ et son remboursement (convention initiale), sont décalés d'une année. Cela fait l'objet de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie.

Le total du bilan est ajusté à 55 585 000 € HT, la participation de la Ville passe de 14 245 000 € HT à 9 693 000 €, dont 2 496 000 € HT en nature (foncier). La TVA ne s'appliquant que partiellement, la participation TTC de la Ville est de 10 229 000 € sur 7 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2014, par la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

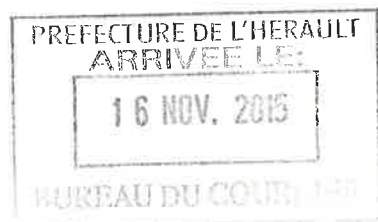
Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015





Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Concession GRAND COEUR (SERM) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2014) Avenant n° 14 au traité de concession d'aménagement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

De 2003 à 2013, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2019, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession, le total du bilan est passé progressivement de 65 928 600 € HT à 120 434 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 23 835 292 € HT, soit 24 707 437 € TTC (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En 2014, le programme prévisionnel fait l'objet de quelques adaptations opérationnelles notamment :

- diminution des montants d'acquisition,
- ajustement du programme de production de logements,

- augmentation des études et travaux (notamment locaux artisanaux),
- indexation de la rémunération de l'aménageur,
- diminution des recettes de l'Agence nationale de rénovation urbaine pour la production de logements sociaux dans le projet de rénovation urbaine Centre,
- modification des actions et interventions listées dans l'avenant n°11, nécessaires à la finalisation du programme.

Le total du bilan est ajusté à 121 207 000 € HT, la participation de la Ville passe de 23 995 000 € HT à 26 100 000 € HT. La TVA ne s'appliquant que partiellement, la participation TTC de la Ville est de 26 762 000 € sur 16 ans.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2014, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°14 au traité de concession d'aménagement ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2014 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

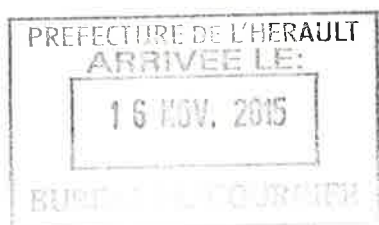
Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Ecole d'Application de l'Infanterie Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014)

Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme

d'équipements publics intégrant la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SAAM acquerra auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Le bilan qui est présenté s'établit à 93 312 000€ HT en dépenses et en recettes dont 15 510 000€ HT réalisés en dépenses et 366 000€ HT réalisés en recettes au 31 décembre 2014.

L'ajustement définitif de l'avant-projet a occasionné une baisse des recettes de 1,8 M€ compensée par une diminution très forte des frais financiers grâce à la réduction du volume d'emprunt. La participation de la Ville de Montpellier nécessaire à l'équilibre de l'opération reste inchangée pour s'établir à 24 400 000€ HT mais nécessite l'approbation d'un avenant n°3 pour en ajuster les versements annuels en fonction des besoins de trésorerie de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SAAM au 31 décembre 2014 ;
- d'approuver l'avenant n°3 à la concession d'aménagement ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SAAM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Le Conseil adopte l'ensemble des autres dispositions de la délibération.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Foncier

Elargissement de la rue du Pont de Lavérune

Acquisition auprès de la société Domicil

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ». Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale. Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole. La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée métropole.

La société Domicil a déposé et obtenu un permis de construire sur les parcelles II 26 et II 27, d'une contenance totale de 1592 m², rue du Pont de Lavérune, afin de réaliser un bâtiment de logements désigné « L'Orangerie ».

La Ville a négocié avec le promoteur l'élargissement du trottoir pour permettre un accès aux personnes à mobilité réduite. Cet aménagement nécessite l'acquisition foncière d'une emprise de 27 m² environ, à extraire de la parcelle II 26.

Il s'agit de la nouvelle parcelle cadastrée II 54 d'une contenance de 27 m². Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 60€/m², soit un montant total de 1 620 € (mille six cent vingt euros).

La SA Domicil représentée par Monsieur Michel CAPRA, a accepté la cession de ce terrain par courrier du 17 août 2015.

Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier en charge des intérêts de la SA Domicil, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle cadastrée II 54 d'une superficie de 27 m² au prix de 60€/m², soit un montant total de 1 620 €, afin d'élargir le trottoir de la rue du Pont de Lavérune pour permettre un accès aux personnes à mobilité réduite ;
- de saisir Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Foncier Elargissement rue Pierre Corneille Acquisition Lecouls

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Madame Lecouls a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle ER 51 située rue Pierre Corneille, afin de réaliser une petite opération composée de 3 villas.

Afin d'améliorer la circulation piétonne sur une voie sans trottoir, une emprise de 43 m² a été détachée de l'assiette foncière de l'opération et la clôture a été positionnée en retrait.

Il est proposé d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée ER 510 de 43 m² à l'euro symbolique.

Par courrier du 22 juillet 2015, Madame Lecouls a accepté les modalités de la cession.

Maître Didier Perrein, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de Madame Lecouls. Il se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, au frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée ER 510 de 43 m² à l'euro symbolique, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue Pierre Corneille ;
- de saisir Maître Didier Perrein, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Foncier Elargissement rue de Centrayrargues Acquisition « résidence Ilot Verde »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société ACANTYS Réalisations a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle DT 284 d'une contenance totale de 989 m², angle rue de Centrayrargues et chemin de Moularès, afin de réaliser un bâtiment de logements désigné « Ilot Verde ».

Conformément au plan d'alignement de la rue de Centrayrargues annexé au plan local d'urbanisme (PLU) une emprise de 86 m² doit être détachée de l'assiette foncière de la copropriété pour permettre l'élargissement de la voie au droit de l'opération « Ilot Verde ».

Il convient d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée DT 560 d'une contenance de 86 m² à titre onéreux au prix de 70€/m², soit un montant total de 6 020 € (six mille vingt euros).

Lors de son assemblée générale du 29 janvier 2015, le syndicat des copropriétaires de la résidence « Ilot Verde » a accepté les modalités de la cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la collectivité.

Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues en charge des intérêts de la copropriété, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée DT 560 d'une contenance de 86 m² au prix de 70€/m², soit un montant total de 6 020 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue de Centrayrargues conformément au plan d'alignement annexé au PLU ;
- de saisir Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Foncier Élargissement de la rue du Pilory Acquisition auprès de la SCI Lodève 2013

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1^{er} janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société civile immobilière (SCI) Lodève 2013 a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle KZ 369 d'une contenance totale de 1 171 m², située rue du Pilory, afin de réaliser un bâtiment de logements désigné « Cella Nova ».

Conformément à l'emplacement réservé C 95 du plan local d'urbanisme (PLU), deux emprises de 176 m² et de 136 m² ont été détachées de l'assiette foncière de la future copropriété pour permettre l'élargissement de la rue du Pilory au droit de l'opération « Cella Nova ».

Il convient d'acquérir les nouvelles parcelles cadastrées KZ 397 (176 m²) et KZ 399 (136 m²) d'une contenance totale de 312 m², à l'euro symbolique.

Par courrier du 6 juillet 2015, la SCI Lodève 2013 a accepté les modalités de la cession.

Maître Jean-Jacques PEREZ, notaire à Montpellier en charge des intérêts de la SCI Lodève 2013, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir à l'euro symbolique les parcelles nouvellement cadastrées KZ 397 (176 m²) et KZ 399 (136 m²), d'une contenance total de 312 m², afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la rue du Pilory correspondant à l'emplacement réservé C 95 du PLU ;
- de saisir Maître Jean-Jacques PEREZ, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire. |

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

FONCIER

Complexe sportif Alain Delylle

Déclassement du domaine public communal

Parcelle cadastrée KS204p

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire du complexe sportif désigné « Alain Delylle », composé de la parcelle cadastrée KS 204, d'une contenance de 22 416 m², situé rue de Las Sorbes et composé du gymnase « Micheline Ostermeyer », d'un plateau d'athlétisme, de terrains de football, basketball et de la parcelle KS 205 d'une superficie de 1 763 m² correspondant au terrain de handball, divisée le 10 septembre 2015 (mise à jour cadastrale).

Il est proposé de constater la non affectation et le déclassement du domaine public communal d'une bande de terrain située à l'est de l'emprise de ce complexe sportif, entre le trottoir bordant la piste d'athlétisme et le parking aérien propriété de la clinique Clémentville.

La parcelle concernée porte sur une superficie d'environ 100 m² à détacher de la parcelle KS 204.

L'établissement d'un document d'arpentage par un géomètre est en cours afin de procéder à la création de cette parcelle.

Il est proposé de faire entrer cette parcelle, non affectée, dans le domaine privé de la commune afin de permettre à la Ville, une fois le déclassement effectif, de valoriser son patrimoine.

L'emprise à déclasser située en limite de la parcelle KS 180, propriété de la clinique Clémentville, pourra, le cas échéant, être cédée pour agrandir le parking aérien actuel, dans le cadre du projet global de création d'un parking souterrain situé sous le terrain de handball. Ce projet répond aux besoins de l'équipement et permettra une réduction de la pression du stationnement sur les voies publiques du quartier.

Ce déclassement ne porte pas atteinte aux conditions d'utilisation du domaine public et de l'équipement sportif situé en face.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation de la parcelle issue de la parcelle KS 204p ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de cette parcelle afin de la faire entrer dans le domaine privé de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khamthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Foncier Rue du Mas de Brousse Déclassement du domaine public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Oz 1, la SAAM a sollicité le déclassement du domaine public de la rue du Mas de Brousse, non cadastrée, d'une superficie de 3 994 m².

La rue du Mas de Brousse n'est plus affectée à l'usage du public car son tracé a été modifié sans porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière, une enquête publique de déclassement n'est pas nécessaire.

Aussi, en vue de son éventuelle cession, il convient en préalable d'en constater la désaffectation et de prononcer son déclassement du domaine public par délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation de la rue du Mas de Brousse non cadastrée pour une superficie de 3 994 m² ;
- de prononcer son déclassement du domaine public afin d'intégrer ce terrain au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de solliciter les services du cadastre pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khathaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2014) Avenant n°12

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis son origine, l'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer en organisant plusieurs quartiers, possédant chacun son caractère propre, autour du bassin Jacques Cœur et du grand parc public Georges Charpak. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention Ville/SERM concernant les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement.

Onze avenants à cette convention ont été approuvés depuis par délibérations du Conseil municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007, du 24 juillet 2008, du 25 juillet 2011 et du 23 juillet 2012.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2014.

Le solde des terrains acquis et non-intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non-opérationnels en 1993.

Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2014 représentait 17 019 000 €.

Au 31 décembre 2014, le montant total des charges prévisionnelles du mandat s'élevait à 23 970 000 € TTC, en augmentation de 1 381 000 € TTC par rapport au bilan 2013 du fait de l'intégration du financement d'une partie de l'acquisition de la parcelle SK9, située rue de la Cavallade, et des frais afférents (frais financiers d'emprunt, charges aménageur...).

A la même date, le montant de dépenses réalisé était de 21 989 000 € TTC.

Ce nouveau bilan prend en compte le développement du quartier Port Marianne sur des secteurs encore non opérationnels et permet de donner suite à l'opportunité foncière constituée par l'acquisition de la parcelle SK9.

Par ailleurs, cette acquisition nécessitant notamment un nouvel échelonnement dans le temps du remboursement par la Ville des sommes engagées, la durée du mandat, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2015, doit être en conséquence prolongée.

A cet effet, un avenant n° 12 à la convention de mandat Ville-SERM est donc proposé à votre approbation, établissant le nouveau montant des dépenses de l'opération à 23 970 000 € TTC et prorogeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2020.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2014, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2014, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine à la date du 31 décembre 2014 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°12 à la convention de mandat Ville-SERM établissant les dépenses du mandat à 23 970 000 € TTC et prorogeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khathaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont signé en 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°2 à la convention qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ERDF Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement à l'accès à l'emploi et au développement économique.

Au titre de l'année 2015, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat (cf. annexe 1) pour laquelle ERDF Hérault s'engage à mobiliser 50 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (45 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et ERDF Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2015 du Contrat de Ville. Elles se déclinent comme suit :

- la réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille.

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En termes de supports d'intervention seront pris en charge à ce titre le nettoyage des postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune de Montpellier. Plus spécifiquement il sera réalisé cinq fresques soit sur des postes de transformation repérés comme prioritaires

par la Ville de Montpellier et ERDF Hérault soit sur d'autres supports servant à agrémenter l'aménagement d'espaces extérieurs.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animée par ERDF Hérault ;
- prévention des addictions animées par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
- le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la Maison de la sécurité routière.

▪ **le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes au sein des territoires Politique de la Ville en partenariat avec l'association Le Passe Muraille**

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par la promotion de la mobilité, le financement d'une partie du permis de conduire et l'acquisition de compétences.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

Des jeunes ayant participé aux chantiers citoyens pourront être accompagnés au titre de cette action.

▪ **La mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat avec l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs Etablissements LR (ANCB Ets LR).**

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et ERDF Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'ANCB propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

▪ **le déploiement du kit pédagogique et ludique développé par ERDF Hérault dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier.**

Dans le cadre de sa Responsabilité Sociétale, ERDF Hérault souhaite au travers d'un concept pédagogique, sensibiliser les enfants de façon inédite et ludique à la sécurité électrique. En relation avec les collectivités locales, le kit conçu à Montpellier permet de délivrer un message de prévention simple et efficace auprès des enfants de 8 à 12 ans.

La mallette transportable permet de réunir l'ensemble des outils : 3 plateaux de jeu, 3 livrets de questions/réponses, 1 trousse regroupant dés et pions. Après avoir lancé le dé, les enfants doivent apporter la bonne réponse à la question posée pour avancer de cases en cases. De façon ludique et participative, les enfants abordent la sécurité électrique en milieu urbain, rural et au domicile.

En soutien éducatif, une clef USB est jointe. Elle contient le livret pédagogique « à la découverte de la sécurité électrique » qui peut être imprimé et un dessin animé sur les risques électriques de « Prudence sous les lignes ». L'outil pédagogique est modulable, il peut être utilisé en une ou plusieurs sessions sur des temps scolaires, périscolaires ou en accueil de loisirs.

Chaque action déclinée ci-dessus fait l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante précisant les engagements spécifiques de chacune des parties (cf. annexes 2, 3 et 4).

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier, sous réserve du vote du Conseil Municipal, s'engage à cofinancer ces différentes actions ainsi qu'à sensibiliser et mobiliser d'autres partenaires financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat (cf. annexe 1) entre la Ville de Montpellier et ERDF Hérault ;
- d'approuver les conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens ainsi que l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes (cf. annexe 2), entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat (cf. annexe 3) et entre la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier (cf. annexe 4) ;
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 45 000 € par ERDF selon les modalités suivantes :
 - 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille,
 - 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes par l'association Le Passe Muraille,
 - 4 000 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat par l'« ANCB » Ets LR,
 - 3 500 € au titre de l'action de déploiement du kit pédagogique et ludique dans les écoles élémentaires de la Ville de Montpellier ;
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par ERDF Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

[Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 22 septembre 2015. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération.

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kanhathy PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Attribution de compensation définitive pour l'exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 11 février 2015.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges (CLET) se sont réunis le 22 septembre 2015 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte une actualisation des chiffres (intégration de l'année 2014) et des propositions de méthodes de calcul ajustées. La CLET a émis un avis favorable sur l'évaluation des transferts à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de CLET a été transmis aux communes pour approbation. Compte tenu des méthodes de calcul validées par la CLET, les attributions de compensation définitives devront être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple.

Conformément au rapport de CLET, joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives s'établissent comme suit :

Communes	Attribution de Compensation 2014 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation 2014 versée par la Commune à la Métropole	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Commune à la Métropole
Baillargues	527 615,12			478 903,05
Beaulieu	32 521,16			153 518,67
Castelnau le Lez	988 348,60			2 121 098,69
Castries	555 065,70			250 395,18
Clapiers	29 030,40			592 941,59
Cournonsec	294 723,24			22 945,86
Cournonterral	221 167,32			453 595,40
Fabrègues	1 184 900,38		141 690,97	
Grabels	188 241,40			829 743,47
Jacou		241 386,96		739 417,28
Juvignac		99 444,04		1 921 894,13
Lattes	2 407 449,48			497 350,21
Lavérune	1 148 278,80		700 393,96	
Le Crès	51 386,28			947 230,91
Montaud	18 237,62			79 234,40
Montferrier-sur-Lez		249 875,24		633 477,03
Montpellier		6 141 159,56		45 682 709,78
Murviel les Montpellier	10 527,18			163 436,34
Pérois	416 944,25			1 583 920,31
Pignan	254 586,04			401 289,97
Prades le Lez		217 180,16		725 419,59
Restinclières	31 945,60			142 957,90
Saint-Brès	128 895,68			174 912,02
Saint-Drézéry	142 558,68			152 597,45
Saint Geniès des Mourgues	73 936,76			183 417,27
Saint Georges d'Orques	584 170,44			135 493,32
Saint-Jean-de-Védas	1 255 266,63			338 391,55
Saussan	44 038,76			158 304,24
Sussargues	61 043,16			237 325,46

Vendargues	2 564 170,40		1 405 145,92	
Villeneuve-lès-Maguelone	574 174,12			492 436,19
TOTAL	13 789 223,20	6 949 045,96	2 247 230,85	60 294 357,26

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le montant de l'attribution de compensation définitive de la Ville de Montpellier telle que présentée dans le tableau sus visé. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Décision Modificative n°1 du budget principal de la Ville de Montpellier Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2015, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

La Décision Modificative proposée tient compte de l'Attribution de Compensation définitive versée à la Métropole ainsi que des opérations de refacturation liées à la phase de gestion transitoire des compétences métropolitaines.

1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 1 903 501 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	64	CHARGES DE PERSONNEL	41 450.00
920	020	70	PRODUITS SERVICES DU DOMAINE VENTES	589 965.00
920	020	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	-16 500.00
920	020	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	42 860.00
920	020	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	255 936.00
920	021	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-10 510.00
920	022	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-13 950.00
920	023	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-2 770.00
920	026	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	11 270.00

920	048	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-1 050.00
921	112	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-1 580.00
922	213	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-30 850.00
923	30	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-10 630.00
923	314	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 430.00
923	322	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	10 000.00
924	40	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-2 048.00
924	422	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-9 330.00
925	520	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 320.00
926	64	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-20 010.00
928	810	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-32 744.00
928	813	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	18 370.00
928	814	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-1 040.00
928	820	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-36 460.00
928	821	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-1 990.00
928	822	70	PRODUITS SERVICES DU DOMAINE VENTES	811 159.00
928	822	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	448 571.00
928	822	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	135 490.00
928	823	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-4 210.00
928	824	70	PRODUITS SERVICES DU DOMAINE VENTES	103 305.00
928	824	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	60 720.00
929	95	70	PRODUITS SERVICES DU DOMAINE VENTES	-1 111.00
931		76	PRODUITS FINANCIERS	-469 542.00
931		78	REPRISES SUR AMORTS ET PROVISIONS	200 000.00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	-168 020.00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT				1 903 501.00

Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	-50 000.00
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	50 481.00
920	020	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	13 500.00
920	020	64	CHARGES DE PERSONNEL	203 500.00
920	020	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	25 000.00
920	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	10 000.00
920	020	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	-4 961 112.00
920	021	64	CHARGES DE PERSONNEL	72 000.00
920	021	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	16 000.00
920	022	64	CHARGES DE PERSONNEL	16 000.00
920	026	61	SERVICES EXTERIEURS	35 527.00
920	026	64	CHARGES DE PERSONNEL	45 000.00
921	112	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	3 000.00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	-22 000.00
921	12	61	SERVICES EXTERIEURS	-8 800.00
921	12	64	CHARGES DE PERSONNEL	-347 000.00
922	211	64	CHARGES DE PERSONNEL	-80 000.00

922	211	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	25 000.00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	-569 900.00
922	213	64	CHARGES DE PERSONNEL	-289 000.00
922	251	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	-1 800.00
923	30	64	CHARGES DE PERSONNEL	115 000.00
923	312	64	CHARGES DE PERSONNEL	5 000.00
923	313	64	CHARGES DE PERSONNEL	60 000.00
923	314	64	CHARGES DE PERSONNEL	10 000.00
923	322	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-50 000.00
923	322	64	CHARGES DE PERSONNEL	55 000.00
923	323	64	CHARGES DE PERSONNEL	44 000.00
924	40	64	CHARGES DE PERSONNEL	90 000.00
924	411	64	CHARGES DE PERSONNEL	-4 000.00
924	421	64	CHARGES DE PERSONNEL	30 000.00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	106 000.00
925	520	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-7 500.00
925	520	64	CHARGES DE PERSONNEL	137 000.00
925	520	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	25 000.00
925	520	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	27 500.00
926	64	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	-1 800.00
926	64	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	4 000.00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	122 000.00
928	810	64	CHARGES DE PERSONNEL	-35 000.00
928	813	61	SERVICES EXTERIEURS	-60 000.00
928	813	64	CHARGES DE PERSONNEL	65 000.00
928	814	64	CHARGES DE PERSONNEL	33 000.00
928	816	61	SERVICES EXTERIEURS	31 000.00
928	820	61	SERVICES EXTERIEURS	6 000.00
928	820	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	30 000.00
928	820	64	CHARGES DE PERSONNEL	-33 000.00
928	821	64	CHARGES DE PERSONNEL	121 000.00
928	822	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 000.00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	201 000.00
928	822	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 688 481.00
928	823	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	12 000.00
928	823	64	CHARGES DE PERSONNEL	-278 000.00
928	824	64	CHARGES DE PERSONNEL	-20 000.00
929	91	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	60 000.00
929	91	63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 000.00
929	91	64	CHARGES DE PERSONNEL	63 900.00
931		68	DOTATIONS AUX AMORTS ET PROVISIONS	200 000.00
933		73	IMPOTS ET TAXES	-2 208 613.00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 070 137.00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				1 903 501.00

2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à 18 094 633.02 euros.

Ils permettent de dédier 13 992 331 euros à des remboursements anticipés d'emprunts.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
902	213	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	76 004.00
906	64	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	29 431.00
908	816	23	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	36 228.00
908	822	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-65 115.00
908	823	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-307 014.00
908	824	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	491 128.00
909	91	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-31 320.00
910		20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 049 349.00
911		10	DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	6 112 000.00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	-1 638 156.00
913		10	DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	375 193.00
917		45	OPERATIONS SOUS MANDAT	4 896 768.02
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5 070 137.00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT				18 094 633.02

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
900	020	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	55 000.00
900	020	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-74 735.98
900	023	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 507.00
901	12	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 800.00
902	212	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 000.00
902	213	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	600 000.00
903	322	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 000.00
903	324	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	80 000.00
908	822	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	145 334.00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-54 000.00
908	824	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 509.00
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-15 000.00
909	91	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-3 529.00
910		20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	47 956.00
910		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 001 393.00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	13 992 331.00
917		45	OPERATIONS SOUS MANDAT	179 068.00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT				18 094 633.02

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Bouclage ligne 4 de Tramway Convention de Fonds de Concours entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par protocole entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération, approuvé par le Conseil Municipal du 17 juin 2013 et le Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Ville a autorisé l'Agglomération – devenue Métropole – à implanter les ouvrages du bouclage de la ligne 4 de tramway sur le domaine public communal et à réaliser les travaux nécessaires. Ce protocole affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages.

Ce protocole prévoit que si la Ville entend procéder, dans le périmètre de l'opération Tramway, à des améliorations et/ou des aménagements complémentaires, elle en assumera la charge financière.

A la suite notamment de la remise des études, la Ville de Montpellier a fait part d'une série de demandes d'aménagement complémentaires sur son territoire, dont la réalisation est totalement indissociable et concomitante de l'opération tramway conduite par la Métropole.

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, celle-ci est notamment compétente pour la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie ainsi que la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires. La réalisation du bouclage de la ligne 4 de tramway impacte des équipements très spécifiques de la Commune et nécessite des prestations qui demeurent municipales dont les coûts d'adaptation sont à prendre en charge par la Métropole.

L'avenant n°1 à la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la Ville de Montpellier, précise que l'ensemble des prestations, études et travaux devant être réalisés, dans une démarche d'optimisation financière et technique, de manière concomitante avec le bouclage de la ligne 4 de tramway, sur le territoire de la Ville de Montpellier, sont exclus de l'article 1er de la convention susvisée et donc ne sont pas assurés par la Ville de Montpellier mais par la Métropole.

Il y a donc lieu d'établir et signer avec Métropole une convention de fonds de concours croisés, qui a pour objet de définir l'objet des participations financières :

· d'une part de la Ville, à la réalisation des études et travaux demandés par elle et exécutés sous la maîtrise d'ouvrage métropolitaine, à savoir notamment :

- des améliorations de réseaux (renforcement de la défense incendie, amélioration du réseau pluvial, mise en cohérence des dispositifs d'éclairage public, enfouissement esthétique de réseaux aériens Telecom et EDF, mise en place de contrôle d'accès à la zone piétonne)
- l'application de la charte Grand Cœur, impliquant la mise en œuvre de matériaux nobles dans les secteurs à fort enjeu de valorisation
- des aménagements complémentaires (conteneurs enterrés, sanitaires, borne foraine)
- des études portant sur des aménagements complémentaires envisagés, hors bouclage de la Ligne 4

· d'autre part de la Métropole, à la réalisation de prestations demeurant de la compétence de la Commune, compte tenu de l'impact de la réalisation du bouclage de la ligne 4 sur certains équipements lui appartenant, notamment :

- le système centralisé de gestion des feux tricolores Pétrarque
- le réseau et les caméras du Centre de Surveillance Urbain

Le montant de ces participations financières s'élève à 4 835 518 € H.T. pour la Ville de Montpellier et à 162 000 € H.T. pour la Métropole.

A cet effet la Ville a adopté par délibération du 30 mars 2015 n°2015/71 le principe de participation par fonds de concours à la Métropole à hauteur de 2 566 000€ dans son Budget Primitif 2015 pour la finalisation de la ligne 4 du Tramway. Le montant complémentaire sera proposé dans le cadre du vote du Budget Primitif 2016.

En cas de diminution ou d'augmentation constatée au décompte général définitif des travaux, impactant de plus de 5 % le montant des prestations, études et travaux relevant du présent fonds de concours, les parties se rapprocheront pour revoir, par voie d'avenant à la convention, les montants et modalités de versement du ou des fonds de concours.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le dispositif de fonds de concours croisés pour les opérations complémentaires réalisées dans le cadre du bouclage de la Ligne 4 entre la Ville de Montpellier et la Métropole :
 - ° la Ville versant à la Métropole un montant forfaitaire de 4 835 518 € H.T.
 - ° la Métropole versant à la Ville un montant forfaitaire de 162 000 € H.T.
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de la Ville, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer la convention de fonds de concours ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid 2 M€ Caisse d'Epargne – 2 M€ Crédit Agricole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la délégation de Service Public (DSP), du projet Réseau Montpelliérain de Chaud et Froid (RMCF), confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer la conversion aux énergies renouvelables, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse d'Epargne et le Crédit Agricole, la SERM a obtenu les emprunts suivants :

- **2 000 000 € auprès de la CAISSE D'EPARGNE aux conditions suivantes :**
 - o Taux fixe de 2.15%
 - o Durée : 12 ans
 - o Dont 2 ans de différé d'amortissement
 - o Echéances trimestrielles
 - o Echéances constantes
 - o Commission d'engagement : 0.10% du capital soit 2 000 €
 - o Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
 - Garantie de la Ville de Montpellier : 50%
- **2 000 000 € auprès du CREDIT AGRICOLE aux conditions suivantes :**
 - o Taux fixe de 1.97%
 - o Durée : 12 ans
 - o Dont 3 ans de différé d'amortissement

- o *Echéances annuelles*
- o *Amortissement constant*
- o *Frais de dossier : 1 500 €*
- o *Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement à chaque échéance moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.*
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 50%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 50 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre des contrats de prêts contractés par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50 % des emprunts que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :
la Caisse d'Epargne à hauteur de 1 M€ de garantie,
du Crédit Agricole à hauteur de 1 M€ de garantie.

aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khamthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Crèche « UNE SOURIS VERTE » - Garantie d'Emprunt

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du projet d'agrandissement et de rénovation du bâtiment existant de la crèche multi-accueil qui permettra de pérenniser la structure et d'augmenter la capacité d'accueil de 16 à 20 places, la crèche « Une Souris Verte » souhaite réaliser un emprunt de 130 000 € pour financer cette opération.

Le coût total de cette opération est de 449 634 €.

Pour financer cet investissement, l'association « La Souris Verte », après négociation, a contracté un emprunt auprès du Crédit coopératif aux conditions suivantes :

Coût du projet :

Projet dans son ensemble : 449 634 €

Financement du projet :

Prêt du Crédit Coopératif

Montant : 130 000 €

Durée : 11 ans

Taux fixe trimestriel de 2,10 %,

Amortissement progressif

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 70 % du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt, 11 ans, à hauteur de 91 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 70 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 70 % de l'emprunt que l'association « La Souris Verte » a contracté auprès du Crédit Coopératif pour un montant de 91 000 €, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Mise à disposition d'un local associatif Approbation de la redevance minorée Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier propose une mise à disposition d'un local à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2018, pour l'association « CEACH » (Comité d'Entente des Associations Combattants de l'Hérault).

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, une redevance minorée lui sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville ainsi qu'au compte de l'association.

Association	Adresse	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Comité d'Entente des Associations Combattants de l'Hérault	Maison des Mémoires	955, 50 €	35, 00 €	920, 50 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée à l'association « CEACH » et de porter au compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions passées avec l'association « CEACH » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Direction des Affaires
Juridiques et de la Commande
Publique

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 448

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveteur TÖRTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole Avenant n°2

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte:

Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec l'ensemble de ses communes membres une convention en vue de l'exercice provisoire des nouvelles compétences qui lui ont été transférées en application des articles L 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 actant sa création au 1^{er} janvier 2015.

Les communes exercent ces missions au nom et pour le compte de la Métropole, pendant toute l'année en cours afin de garantir la bonne organisation des services publics impactés et de disposer du temps nécessaire pour mettre en œuvre l'ensemble des transferts dans de bonnes conditions.

Elles prennent, dans ce cadre, toutes les décisions et actes, concluent toutes les conventions nécessaires à l'exercice des missions qui leur sont confiées y compris la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence et de publicité nécessaires à la conclusion de contrats publics, participant à la continuité des compétences transférées, dans le respect de la réglementation en vigueur.

A ce titre, il est apparu nécessaire que l'ensemble des procédures susvisées, initiées par les communes membres, sur cette base conventionnelle, au cours de l'année 2015, puissent être menées à terme par les communes au-delà du 31 décembre 2015.

Les contrats issus de ces procédures seront automatiquement transférés à la Métropole à compter de leur notification.

Il est donc proposé de préciser par voie d'avenant les modalités d'organisation des missions et des services concernés telles que définies à l'article 3 de la convention de gestion en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue entre cette dernière et la Commune de Montpellier.

Le 5eme alinéa de l'article 3 serait donc rédigé comme suit :

« Elle prend toutes décisions, actes et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées dans le cadre de la durée de la convention telle que définie à l'article 2. Elle met en œuvre jusqu'à leur terme, et le cas échéant au delà de la période visée à l'article 2 de la présente convention, l'ensemble des procédures de publicité et de mise en concurrence garantissant la continuité des compétences transférées. Ces décisions actes, procédures ou conventions mentionnent le fait que la Commune agit au nom et pour le compte de la Métropole »

Par ailleurs afin de permettre à la Commune de Montpellier d'avancer sur la procédure de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine prévues sur le territoire communal, avant que cette compétence ne soit pleinement exercée par la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016, il apparaît nécessaire de modifier l'article 1^{er} «objet » comme suit:

« la Métropole propose à la Commune qui l'accepte, d'assurer sur son territoire toutes les compétences exercées jusqu'alors par les communes et qui relèvent au 1^{er} janvier 2015, de la Métropole, y compris la création des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine telles que prévues par le code du patrimoine.

Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code l'urbanisme (hors droit de préemption urbain). Elle prendra aussi en charge les contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.»

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 à la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue avec la Montpellier Méditerranée Métropole, dans les termes définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer ledit avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Avenant n°3 au contrat de concession du service de distribution publique d'énergie calorifique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par contrats en date des 31 décembre 1986 et 1er janvier 1988, la Ville de Montpellier a concédé à la SERM la concession du service public de distribution d'énergie calorifique dans les quartiers d'Antigone et du Polygone.

La distribution d'énergie calorifique a été étendue à la totalité du territoire communal par un avenant commun aux deux contrats précités, en date du 11 mai 1993.

Un autre avenant a ensuite été conclu le 9 août 1996 pour prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire issue, à l'époque, du règlement n°3093/94/CE du 15/12/94, désormais confirmé par le règlement n°2037/2000/CE du 29/09/2000.

De nouvelles installations de trigénération ont été mises en service fin 2000, ces nouvelles installations qui participent au service rendu à l'ensemble des usagers du réseau de chaleur ont impliqué des adaptations de la convention. Dans un souci de lisibilité ces adaptations ont été intégrées dans le contrat de concession refondu avec les avenants antérieurs le 31 août 2001.

Le contrat de concession refondu (ci-après la « Concession »), a été adapté dans le cadre d'un avenant n°1 en date du 1er décembre 2007, ayant pour objet de :

- mettre à jour le niveau de tarif et la composition des formules de variation,
- apporter quelques modifications à la concession, motivées par la nécessaire adaptation du contrat aux évolutions légales et réglementaires et par la volonté de mise en oeuvre d'une politique de développement des énergies renouvelables,
- approuver le plan quinquennal de travaux.

La Concession a été adaptée avec l'avenant n°2 en date du 1^{er} octobre 2012, ayant pour objet :

- D'une part, de convertir la chaufferie charbon d'Antigone au granulé de bois ;
- D'autre part, de créer une nouvelle chaufferie à plaquette de bois sur le site de l'ancienne chaufferie charbon du Lycée Joffre.

Et donc de remplacer, pour le réseau historique des quartiers d'Antigone et du Polygone, du charbon et une partie du gaz par une énergie renouvelable et local, la biomasse issue des forêts gérées durablement du nord de l'Hérault et de Lozère.

Le seuil de 50% d'énergie renouvelable pour la production de chaleur sur ce réseau de chaleur sera donc dépassé, comme les réseaux des quartiers de Port Marianne, des Grisettes et des Universités qui sont aussi alimentés majoritairement par des énergies renouvelables, plaquette forestière, biogaz et bois propre de récupération.

Malgré des investissements conséquents (8M€) et l'augmentation des coûts d'exploitation, les tarifs en € HT ont été maintenus à leur valeur.

La Concession doit à nouveau être adaptée dans le cadre du présent avenant pour les raisons ci-après explicitées :

L'article 70 de la Concession prévoit l'examen régulier du niveau des tarifs du Concessionnaire et de la composition des formules de variation afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques.

Selon les termes de la Concession, le prix de base de vente de l'énergie calorifique aux abonnés est la somme de deux éléments, une partie variable R1 proportionnelle à l'énergie consommée, et une partie fixe R2 proportionnelle à la puissance souscrite.

R1 est l'élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputées nécessaires pour assurer la fourniture d'un MWh destiné à l'approvisionnement en chaleur et en froid.

La loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 relative à la nouvelle organisation du marché de l'électricité, et la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, ont organisé respectivement, la disparition des tarifs réglementés de vente (TRV) d'électricité et de gaz pour les professionnels au 31 décembre 2015.

En conséquence, certains indices composant les formules d'indexation de R1-Chaleur et R1-Froid ont vocation à disparaître au 31/12/2015 et la composition des formules d'indexation doit être modifiée dans le cadre du présent avenant avec la mise à jour des tarifs et des indices de référence en valeur connue au 31 août 2015.

Pour le gaz, la nouvelle référence proposée est le tarif réglementé du gaz naturel B1 résidentiel et pour l'électricité, ce sont les tarifs d'Accès Régulé d'Electricité Nucléaire Historique (ARENH) et le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité (TURPE).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter les termes de l'avenant joint en annexe à la délibération
- d'autoriser la SERM à adopter les nouvelles grilles tarifaires présentées dans l'avenant
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le premier Adjoint à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire. |

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Attributions de subventions - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

○ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE** :

Code	Structure	Type	Montant
6174	ASSOCIATION QUARTIER CARNOT	Fonctionnement	500 €
1530	CLUB DE LA PRESSE	Fonctionnement	20 000 €
TOTAL			20 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
931	A.S. SAINT MARTIN MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DE FOOTBALL	3 000 €
2271	ECOLES DU MONDE - ACTEURS EN EDUCATION	Projet	EXPOSITION ITINERANTE SUR LES ECOLES DU MONDE	500 €
3976	MAISON DE MONTPELLIER	Fonctionnement		30 000 €

	A CHENGDU			
5479	RENCONTRES AUTOUR DU MONDE ARAM	Projet	AUTOMNE INTERNATIONAL	4 000 €
TOTAL				37 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	Fonctionnement		500 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	Projet	projet « Avant SEVE »	2000€
TOTAL				2500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	Fonctionnement		1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25846, nature 6574, chapitre 925

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	Investissement	PROJET D'AGRANDISSEMENT DES LOCAUX DE LA STRUCTURE DE 4 PLACES SUPPLEMENTAIRES	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25652, nature 20422, chapitre 906

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT** :

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6415	ASSOCIATION ERASMUS	Projet	RASSEMBLEMENT DES ASSOCIATIONS FRANÇAISES DU RESEAU ERASMUS STRUDENT NETWORK A MONTPELLIER	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
254	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	Fonctionnement	5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- CUCS COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	Projet	ESPACE PROJET ANIMATION JEUNESSE	2 500 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	Projet	UNIVERSITE DU CITOYEN	4 000 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	Projet	TIERS LIEU CULTUREL	4 000 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	Projet	VVV CULTURE	500 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	POINTS ECOUTE PARENTS-ENFANTS- ADOLESCENTS	6 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	Projet	FACILITER L'ACCES AU DROIT PAR L'ACCES A DES INFORMATIONS ET CONSULTATIONS JURIDIQUES GRATUITES	4 000 €
5951	LE LAIT SUR LE FEU	Projet	DES PAROLES POUR DES IMAGES	500 €
5951	LE LAIT SUR LE FEU	Projet	PASSEUR D'IMAGES/ TRACES 1.2/ CINE BANDE	500 €
TOTAL				22 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Projet	CLASSES ROUSSES	37 929 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 148 429 €;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

MA

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Rapport annuel 2014 du délégataire Mutualité Française Hérault - Crèche Joséphine Baker

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 27 Juillet 2009, le conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, la Ville de Montpellier a donc confié à la Mutualité Française de l'Hérault l'exploitation de cet établissement pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au **1^{er} septembre 2012**.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annexé à la présente délibération a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

➔ *Présentation et conditions d'exécution*

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public sont les suivantes :

- **Projet pédagogique :** La crèche fonctionne avec 3 sections bébés, moyens et grands. Elle doit permettre à l'enfant de se découvrir, de découvrir les autres, de s'éveiller en compagnie des autres enfants et des professionnels.
- **Accueil des enfants** sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30) ; l'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la ville ;
- **Accueil des enfants porteurs de handicap** assuré sur la base d'une charte d'accueil.
- **Qualité d'accueil** assurée par 24,5 professionnels : 1 puéricultrice, 5 éducatrices de jeunes enfants, 7 auxiliaires de puériculture, 6 CAP Petite Enfance, 1 agent d'entretien, 1 lingère, 0,5 secrétaire et 3 assistantes maternelles (en cours de recrutement).
- **Offre d'équipement** conséquente et adaptée. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier mis à disposition (prestataire extérieur).

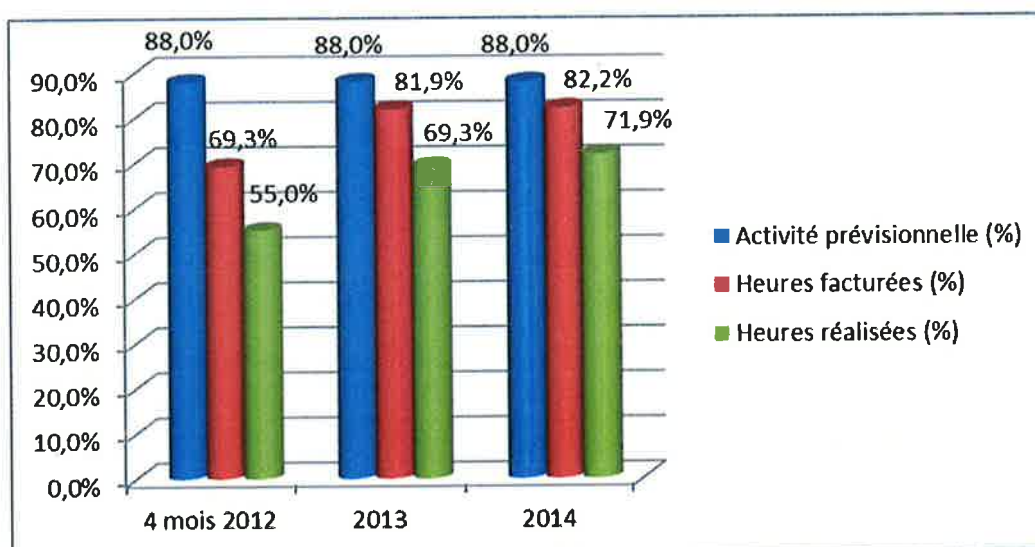
→ *Eléments d'analyse de la qualité du service*

Remarque : il est à noter que les données suivantes concernent uniquement l'accueil collectif.

▪ Taux d'occupation 2012 - 2013 et 2014

		4 mois 2012	2013	2014
(1)	Nombre de journées d'ouverture	80	226	226
(2)	Nombre d'heures d'ouverture : 11 h / jour	880	2 486	2 486
60 x (2)	Capacité accueil maximale	52 800	149 160	149 160
(3)x 88%	Activité prévisionnelle (88%)	46 464	131 261	131 261
	Heures facturées	36 578	122 113	122 543
(5)/(3)	Heures facturées (%)	69,3%	81,9%	82,2%
	Heures réalisées	29 065	103 419	107 172
(7)/(3)	Heures réalisées (%)	55,0%	69,3%	71,9%
(5) / (7)	Ratio heures facturées / heures réalisées	125,8%	118,1%	114,3%

De façon globale, les ratios d'activité décrivent une amélioration après 16 mois de démarrage d'activité dans un nouveau quartier de la Ville de Montpellier, de nouveaux locaux et une nouvelle équipe.



▪ Typologie accueil

	ANNUEL 2013	ANNUEL 2014
ACCUEIL REGULIER		
Nb d'heures accueil régulier facturé	119 600	117 747
ACCUEIL OCCASIONNEL		
Nbre d'heures accueil occasionnel facturé	2 513	4 796
Nbre d'heures accueil urgence facturé	0	0
ACCUEIL TEMPS PARTIEL et TEMPS PLEIN (en nombre d'enfant)		
Nbre d'enfant présent plus de 4 jours par semaine (plein)	284	461
Nbre d'enfant présent moins de 4 jours par semaine (partiel)	332	565
Taux d'accueil Temps plein réalisé	46,1%	44,9%
Taux d'accueil Temps partiel réalisé	53,9%	55,1%
Taux d'accueil Temps partiel réglementaire	55%	55%
Ecart (en %) entre temps partiel réglementaire et réalisé	-1,1%	0,1%

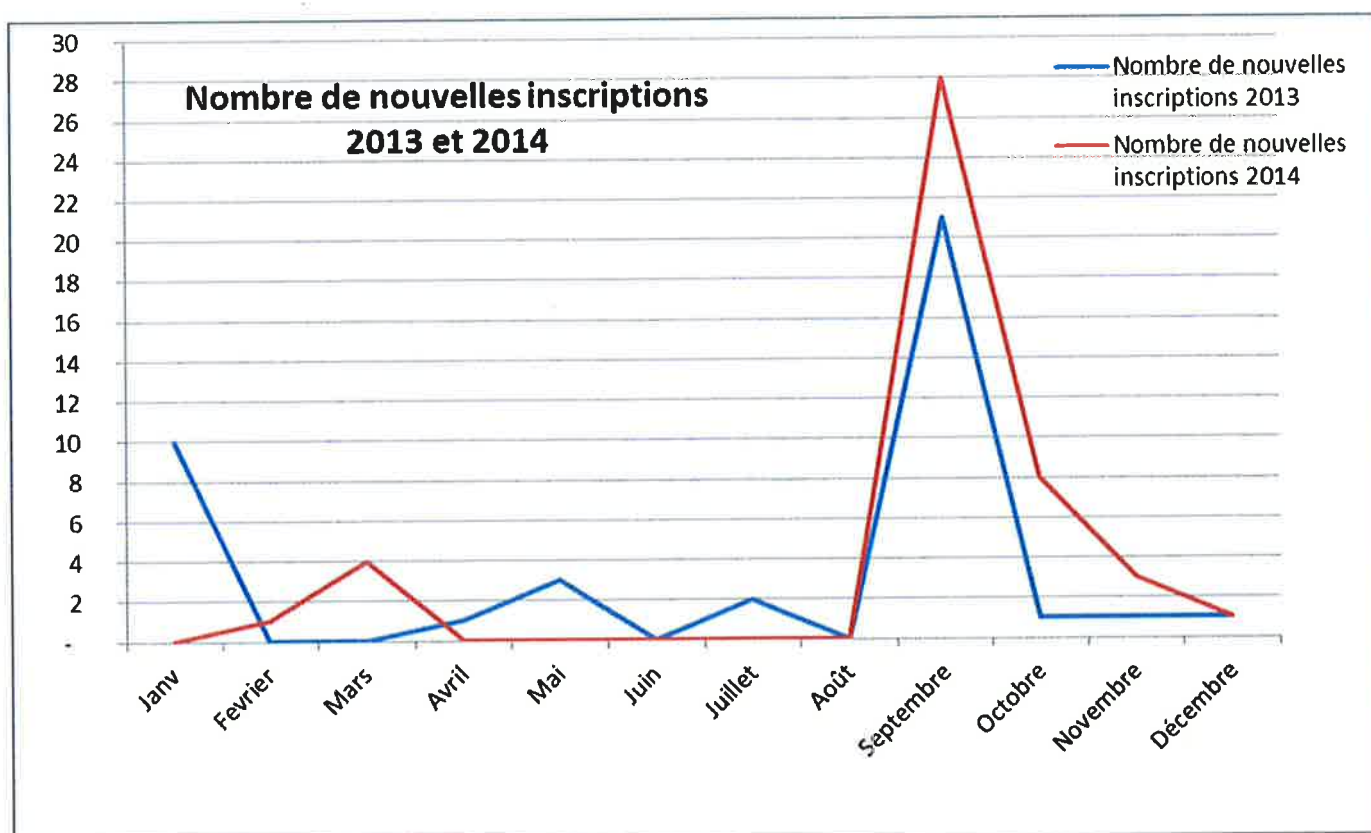
En 2014, le délégataire a réussi à atteindre un taux d'accueil à temps partiel de 55,1%. Il est à noter que le taux fixé dans la convention de délégation de service public est de 55%.

▪ Participations familiales

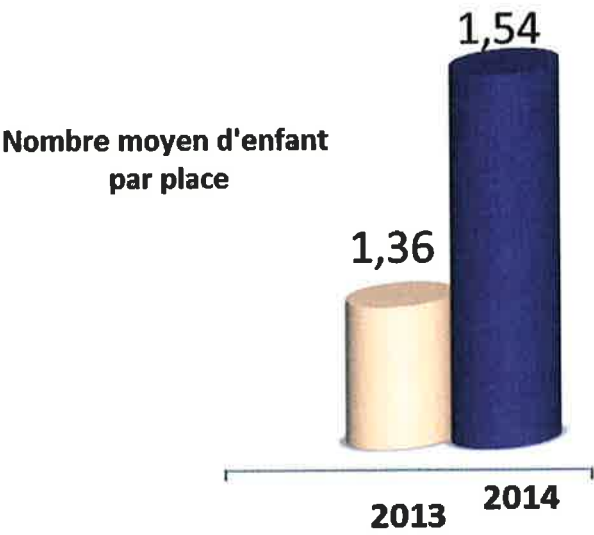
	2012 (4 mois)	2013	2014
Participations familiales	52 320,61 €	170 405,44 €	163 988,20 €
Coût horaire	1,31 €	1,39 €	1,34 €

La participation familiale moyenne annuelle baisse de 3.6 % par rapport à 2013. Cela s'explique par la baisse du revenu moyen des familles et l'augmentation de la composition de la famille supérieure ou égale à 2 enfants.

▪ Nombre et caractéristiques des inscriptions

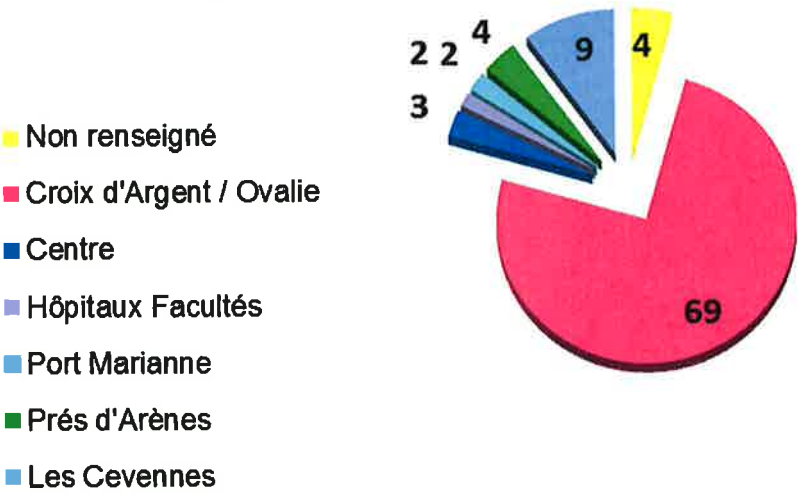


Durant l'année 2014, 137 enfants au total ont été accueillis à la crèche. L'axe prioritaire est toujours la qualité de l'accueil de l'enfant et de sa famille.



Sur l'année 2014, on décompte une moyenne de 152 enfants sur la liste d'attente. L'amélioration du nombre moyen d'enfant par place en 2014 s'explique par une meilleure occupation des plages horaires libres par l'accueil occasionnel.

Nombre d'enfant par quartier de résidence
moyenne 2014



2) Compte de résultat de la DSP

RECETTES	2013	2014	N/N-1
70623 Prestation de service CAF	361 890 €	405 676 €	12,10%
70641 Participations familiales tous régimes pour les 0-4 ans et pour les 4-6 ans bénéficiaires de l'Aeeh	170 405 €	163 933 €	-3,80%
70642 Participations familiales pour les 4-6 ans	- €	- €	N/A
70642 Autres (comités d'entreprise, cotisations annuelles, frais d'adhésion...)	- €	- €	N/A
Total Prestations de service	532 295 €	569 609 €	7,01%
741 Subvention de fonctionnement et prestation de service de l'Etat (Fonjep)	- €	- €	N/A
742 Subvention de fonctionnement et prestation de service de la Région	- €	- €	N/A
743 Subvention de fonctionnement et prestation de service du Département	- €	- €	N/A
Total Subventions de fonctionnement communales	480 506 €	450 959 €	-6,15%
Commune de Montpellier	480 506 €	450 959 €	-6,15%
7451 Subvention et prestation de service autres organismes nationaux (MSA, Maritime	11 812 €	5 431 €	-54,02%
7452 Autres subvention de fonctionnement de la Caf	- €	- €	N/A
746 Subvention exploitation EPCI	- €	- €	N/A
747 Subvention exploitation entreprise	- €	- €	N/A
Autres subventions Mutualité Française Hérault	- €	- €	N/A
Total Subventions	492 318 €	456 390 €	-7,30%
758 Autres produits de gestion courante	413 €	38 €	-90,83%
Total Produits de gestion courante	413 €	38 €	-90,83%
762 Produits des immobilisations financières	- €	- €	N/A
768 Produits financiers (revenus de placement)	- €	1 988 €	N/A
Total Produits financiers	- €	1 988 €	N/A
771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion (dons..)	- €	- €	N/A
778 Produits exceptionnels	- €	42 933 €	N/A
Total Produits exceptionnels	- €	42 933 €	N/A
781 Reprise sur amortissements	- €	- €	N/A
786 Reprise sur provisions	- €	490 €	N/A
Total Reprise sur amortissements et prov.	- €	490 €	N/A
791 Aides forfaitaires reçues dans le cadre de la formation ou des dispositifs à l'emploi CNASEA, GDFPE...	57 €	1 000 €	1648,86%
79 Transfert de charges (Indemnités journalières)	- €	- €	N/A
Total Transfert de charges	57 €	1 000 €	1648,86%
Contrepartie Contributions en nature	- €	- €	N/A
TOTAL RECETTES	1 025 084 €	1 072 448 €	4,62%

I - Les recettes 2014 augmentent de 4,6%, par rapport à 2013, pour s'établir à 1 072 K€ soit +47 K€ de plus que l'exercice précédent

Les subventions représentent près de 43% des recettes soit un montant de 457 K€ (dont 451 K€ de la commune de Montpellier. Les autres recettes sont principalement constituées des participations famille et CAF. L'augmentation des recettes est principalement due à la révision du taux horaire PSU qui compense une légère baisse d'activité en 2014, avec un taux de remplissage à 82,16% contre 82,36% en 2013. Les produits exceptionnels expliquent aussi cette évolution puisqu'ils augmentent de 43 K€ sur l'exercice et représentent la quote part de subvention 2012 à 2014 virée au compte de résultat.

DEPENSES	2013	2014	N/N-1
604 Achats de prestations pour activités (piscine ...)	- €	- €	N/A
606 Energie et fluides (électricité, eau, gaz, carburant)	10 180 €	15 606 €	53,30%
606 Denrées alimentaires	635 €	662 €	4,13%
606 Fournitures entretien et petit équipement	16 625 €	16 976 €	2,11%
606 Fournitures diverses	9 407 €	7 902 €	-16,00%
Total Achats	36 848 €	41 146 €	11,67%
611 Sous traitance (restauration)	66 959 €	68 146 €	1,77%
613 Locations (loyer + charges locatives)	114 600 €	114 600 €	0,00%
613 Location de matériel	155 €	131 €	-15,04%
615 Entretien et réparations	14 879 €	14 499 €	-2,55%
616 Primes d'assurance	4 235 €	3 973 €	-6,17%
618 Divers (conférences, docuemntations,...)	- €	120 €	N/A
Total Services extérieurs	200 827 €	201 470 €	0,32%
621 Personnel extérieur facturé à la structure	5 740 €	9 000 €	56,79%
622 Rémunération d'intermédiaires et honoraires (Comptable, commissaire aux compt	2 257 €	312 €	-86,15%
623 Publicité, publications, relations publiques	560 €	1 544 €	175,64%
624 Transports liés à l'activité 161,81 7452	1 655 €	841 €	-49,17%
626 Frais postaux et de télécommunication	3 148 €	3 648 €	15,87%
628 Frais de formation	- €	- €	N/A
628 Divers (bancaire et de recrutement)	1 344 €	1 154 €	-14,16%
Total Autres services extérieurs	14 704 €	16 499 €	12,21%
Impôts et taxes liés aux rémunérations	46 624 €	54 120 €	16,08%
Autres impôts et taxes	5 233 €	5 406 €	3,32%
641 Rémunération du personnel (hors personnel cantine)	438 941 €	474 536 €	8,11%
645 Charges sociales	147 309 €	169 157 €	14,83%
648 Autres charges du personnel 388,17 768	- €	1 042 €	N/A
Total Charges de personnel	586 250 €	644 735 €	9,98%
654 Pertes sur créances irrécouvrables	65 €	68 €	3,95%
658 Charges diverses de gestion courante (Sacem,arrondis ...)	64 062 €	63 306 €	-1,18%
Total Autres charges de gestion courante	64 128 €	63 373 €	-1,18%
Charges financières	3 631 €	5 965 €	64,29%
Charges exceptionnelles	- €	6 278 €	N/A
68 Dotation aux amortissements	48 430 €	53 000 €	9,44%
68 Dotation aux provisions	2 478 €	1 989 €	-19,73%
Total Dotations aux amort. et prov.	50 908 €	54 989 €	8,02%
Impôts sur les bénéfices	- €	- €	N/A
Contributions en nature	- €	- €	N/A
TOTAL DEPENSES	1 009 152 €	1 093 981 €	8,41%

II - Les dépenses de l'exercice 2014 s'élèvent à 1 093 K€, soit une augmentation de 8,41% par rapport à 2013 ou elles s'élevaient à 1 009 K€

En détail, on observe que les charges de personnel s'élèvent à 699 K€ (y compris impôts et taxes liés aux rémunérations) et représentent le poste principal de dépense à hauteur de 63,88%. En 2013, il représentait 62,71% ; les charges de personnel ayant progressé de plus de 10%. Cette variation s'explique notamment par l'effet année pleine du recrutement d'une assistante maternelle en 2013, de l'augmentation de la RMAG (Rémunération Minimale Annuelle Garantie) et des charges patronales.

Le poste « Energies et fluides » affiche une hausse de 5,4 K€ soit plus de 53% d'augmentation par rapport à 2013.

Autre augmentation significative, les dotations aux amortissements passent de 48 K€ à 53 K€ soit une variation de 9,44% entre les 2 exercices.

	2013	2014
Excédent de l'exercice (+)	15 932 €	
Déficit de l'exercice (-)		-21 533 €

L'exercice 2014 fait apparaitre un déficit de 21 533 € après un exercice 2013 excédentaire affichant un résultat de 15 932 €.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAIDOU, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code

Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Rapport annuel du délégataire EFFIA - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) la réalisation et l'exploitation d'un réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Antigone et du Polygone à Montpellier pour une durée de 30 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} janvier 1986.

Quatre avenants supplémentaires ont été votés en 1993, 1996, 2001 et 2012 pour prendre acte de l'extension du périmètre de la DSP à tout le territoire communal, unifier le service ainsi que prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire, simplifier la tarification et ses modalités de calcul et d'indexation et pour passer majoritairement les réseaux aux énergies renouvelables.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annexé à la présente délibération a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

- Ventes d'énergies

- o En 2014, les ventes de chaleur sont en baisse de 20% (81 868 MWh contre 102 144 en 2013). Cette baisse est liée à la douceur climatique de l'hiver.

- Les ventes de froid augmentent de 4% (36 820 MWh contre 35 352 en 2013). Cette augmentation s'explique notamment par un automne très humide qui a nécessité des besoins de déshumidification.
- L'année 2014 est marquée par une augmentation de 8% des ventes d'électricité à EDF (31 440 MWh contre 29 221 MWh en 2013) due à un fonctionnement sans incident majeur et un taux de disponibilité global de 98.7% !

- Réseaux de distribution

Il faut noter que l'excellent état interne des canalisations constaté cette année encore à chaque intervention prouve l'absence de corrosion chimique malgré un taux de fuite relativement important. La cartographie complète des réseaux du RMCF initiée en 2006 permet de mieux appréhender les fuites en corrélant plusieurs paramètres comme leur typologie et leur localisation. Cette tâche de fond va permettre de mettre progressivement en place un programme d'entretien préventif des réseaux.

La consommation d'eau des réseaux de chaleur est élevée, suite à 4 incidents majeurs ; la consommation d'eau passe ainsi de 89 à 154 l/MWh.

- Investissements – Travaux neufs

L'année 2014 est marquée par :

- la construction et la mise en service de la chaufferie à bois Joffre, traduction concrète des projets de développement du réseau urbain axés sur les énergies renouvelables actés par la Ville de Montpellier fin 2007, et notamment sur le réseau historique de Polygone/Antigone ; projet qui comprend aussi les travaux de conversion au bois de la chaufferie charbon d'Antigone à venir.
- la poursuite des travaux d'extension des réseaux et de nouveaux raccordements dans les quartiers des Grisettes et Port Marianne.
- La construction de la centrale de trigénération bois de Port Marianne

- Quartier des Grisettes : Les travaux de raccordement se poursuivent avec 3 nouveaux abonnés représentant 800 kW.
- Quartier Port Marianne : Les travaux de raccordement se poursuivent avec 7 nouveaux bâtiments représentant 1.2 MW.

- Gros entretien et renouvellement des équipements

En 2014, 1 621 K€ ont été consacrés au gros entretien (2 233 K€ en 2013).

- Effectif

L'équipe de la SERM est composée de 10 ETP (équivalent temps plein) : 1 directeur, 1 assistante de direction, 1 responsable de travaux, 1 responsable d'exploitation, 1 responsable process, 1 chargé d'études et travaux, 1 ingénieur d'exploitation, 1 chargé d'études et 2 secrétaires-assistantes.

- Qualité et performance du service

- Qualité du service : comme les années précédentes, l'ensemble des appels et problèmes des abonnés en 2014 ont été recensés auprès des prestataires techniques et complétés par les informations collectées par la SERM dans son système de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). En 2014, 29 incidents ont déclenché des plaintes des abonnés (28 en 2013).
- Indicateurs de performance : des indicateurs de performance des services publics locaux ont été définis au niveau national par l'Observatoire des services publics locaux et mis en place comme outils d'aide à la décision. On peut citer entre autres le taux d'interruption pondéré du service, les émissions de CO2 en kg/MWh entrantes, les consommations d'eau, le prix moyen de l'énergie en € TTC/MWh... alimentant une banque de données nationales.

- Communication

Dès 2001, à la demande de la Ville de Montpellier, une démarche de communication visant le grand public, les usagers et les professionnels a été mise en place. En 2014, de nombreuses visites ont eu lieu avec des professionnels des établissements scolaires ou d'associations. Ces actions s'ajoutent à des outils déjà mis en place tels que le système d'information par télécopie pour avertir plus rapidement les abonnés lors de l'interruption du service pour entretien et/ou réparation

2. Compte de résultat de la DSP (K€)

En milliers d'euros HT	2013	2014	N/N-1
Vente chauffage	7 473,0	6 493,0	-13,1%
Vente réfrigération	3 083,8	3 255,5	5,6%
Vente EDF	4 309,0	4 044,6	-6,1%
Vente hors concession	-10,0	-9,6	4,0%
Autres produits	410,1	301,1	-26,6%
Reprise amortissements et provisions	228,0	803,7	252,5%
Produits d'exploitation	15 493,9	14 888,3	-3,9%
Achats d'énergies	7 352,9	7 161,6	-2,6%
Contrat d'exploitation	1 829,5	1 905,2	4,1%
Sous-traitance	15,1	14,6	-3,3%
Entretien et réparation	585,0	1 069,5	82,8%
Assurances	121,6	123,2	1,3%
Autres services extérieurs et charges de la gestion courante	181,7	122,4	-32,6%
Impôts et taxes	253,4	129,9	-48,7%
Frais de personnel	801,3	853,2	6,5%
Charges de structure	467,1	394,9	-15,5%
Redevance due au concédant	268,7	251,1	-6,6%
Dotations aux amortissements et provisions	3 126,3	2 746,1	-12,2%
Charges d'exploitation	15 002,6	14 771,7	-1,5%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	491,3	116,6	-76,3%
Produits financiers	5,0	18,8	276,0%
Charges financières (intérêts sur emprunts)	490,9	681,7	38,9%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	-485,9	-662,9	-36,4%
Produits exceptionnels	1 837,7	1 519,9	-17,3%
Charges exceptionnelles	0,0	0,0	NS
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	1 837,7	1 519,9	-17,3%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	1 843,1	973,6	-47,2%

I - Les produits d'exploitation affichent un recul de 3,9% et atteignent 14 888 K€ à la clôture de l'exercice 2014 contre 15 494 K€ en 2013.

En détail, on observe que :

- La baisse des recettes est principalement due à **la vente de chauffage** dont le chiffre d'affaires **diminue de 13,1%** en 2014 soit -980 K€, en raison de conditions météorologiques clémentes. La vente d'électricité à EDF recule de -6,1% à cause d'un prix d'achat par EDF peu favorable en 2014.
- A l'inverse, la vente de froid a progressé de 5,6% sur l'exercice, soit une hausse de 171,7 K€ par rapport à 2013. L'été 2014 ayant été plus chaud et l'automne plus humide conduisant à des besoins plus importants de déshumidification.

On note que les produits exceptionnels incluant les subventions d'investissements, les droits de raccordements et les reprises sur amortissement dérogatoire, sont en baisse à hauteur de 17,3% passant de 1837,7 K€ en 2013 à 1519,9 K€ pour l'exercice 2014.

II - Les charges d'exploitation diminuent de 1,5% et s'élèvent à 14 772 K€ en 2014 soit -230,9 K€ par rapport à 2013

Cette baisse est principalement due au recul du poste « Achats d'énergies » qui affiche une baisse de plus de 191 K€ soit -2,6% et des dotations aux amortissements et provisions qui diminuent de 380,2 K€ pour s'établir à 2 746,1 K€ pour l'exercice 2014.

Egalement, les dépenses en impôts et taxes et en charges de structures diminuent respectivement de 123,5 K€ (-48,7%) et 72,2 K€ (-15,5%).

A l'inverse, le poste « Entretien et réparation » affiche une augmentation significative de 82,8% soit une hausse de 484,5 K€ par rapport à l'exercice 2013, pour des travaux de modernisation.

On note que les nouveaux investissements ont nécessité un recours à l'emprunt dont l'impact sur les charges financières représente une hausse de 38,9% de celles-ci soit près de 191 K€ supplémentaires.

Au 31 décembre 2014, Le résultat net avant impôt de RMCF s'élève à 973,6 K€, contre 1 843,1 K€ en 2013.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

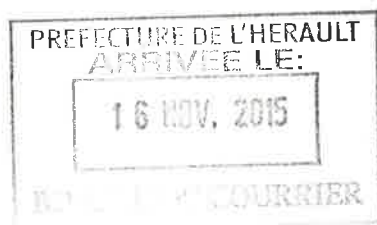
Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DÉMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Rapport annuel 2014 du délégataire EFFIA - Parc de stationnement Foch Préfecture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 19 avril 1971, la Ville de Montpellier a confié à la société GTM (Grands travaux de Marseille) devenue Vinci Park la construction et l'exploitation du parc de stationnement Foch Préfecture situé sous la place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parc sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 1981, la Ville de Montpellier a décidé la construction du parc de stationnement Marché aux fleurs situé sous la place Aristide Briand en extension du parking Foch Préfecture auquel il est relié par un tunnel pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parking sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme était fixé au 14/02/2013.

Cette délégation de service public avec Vinci Park a donc pris fin au 14 février 2013. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement la gestion du parking Foch Préfecture – Marché aux fleurs, par une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet le 15 février 2013, pour se terminer le 31 décembre 2025, par délibération du 17 décembre 2012.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annexé à la présente délibération a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Foch Préfecture - Marché aux fleurs présente une capacité globale de 678 places réparties sur 2 x 5 niveaux (419 places sous la place des Martyrs de la Résistance et 259 places sous la place du Marché aux fleurs). Les emplacements sont répartis de la façon suivante : 590 places publiques dont 9 pour personnes à mobilité réduite et 88 places privées. Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7 avec une présence en personnel permanente.

- Fréquentation et recettes

Entre périodes comparables (de février à décembre 2013 par rapport à février à décembre 2014) le nombre de clients horaires a augmenté de 8,93% par rapport à 2013 (29 682 entrées de plus en 2014) et le nombre d'abonnés a augmenté de près de 16% (plus 58 abonnés par rapport à 2013).

La fréquentation a connu des fluctuations tout au long de l'année, liée aux travaux de modernisation et mise aux normes PMR entrepris sur les parkings.

Une augmentation de la fréquentation est observée d'avril à juillet 2014, elle est due au report de fréquentation de la clientèle du parking Arc de Triomphe, lié aux travaux de flocage et générant une baisse de la capacité d'accueil sur ce parc.

Le parc Foch Préfecture retrouve une activité quasi identique à 2013 en août 2014 (fin des travaux de flocage au parking Arc de Triomphe) et septembre 2014, cependant les travaux entrepris sur le parc Foch Préfecture, débuté en septembre 2014 avec la mise en place d'un système sprinkler, ont nécessité la neutralisation des niveaux, au fur et à mesure de l'avancée des travaux, expliquant la baisse de fréquentation.

Les recettes HT cumulées du parking ont augmenté de 14,27% par rapport à 2013 (+227407€ HT). En 2013, la recette s'élevait à 1 593 474 € HT alors qu'elle est de 1 820 881€ HT en 2014.

- Tarification

Durée de stationnement de 07h00 à 19h00

de 10 mn à 1 heure	2.10 €
de 1 heure à 1h30	3.10 €
de 1h30 à 2 heures	4.10 €
de 2 heures à 2h30	5.10 €
de 2h30 à 3 heures	6.20 €
de 3 heures à 3h30	7.10 €
de 3h30 à 4 heures	8.00 €
de 4 heures à 5 heures	9.70 €
de 5 heures à 6 heures	11.40 €
de 6 heures à 7 heures	12.50 €
de 7 heures à 9 heures	14.00 €
de 9 heures à 12 heures	16.60 €

Durée de stationnement de 19h00 à 07h00

de 19h00 à minuit	0.60 €/heure
de minuit à 07h00	1.10 €/heure

Abonnements

Mensuel Résident	87.00 €
Mensuel Travail	132.00 €
Mensuel Grand Cœur	96.00 €

- Forfait Week End à 30 € : le forfait se calcule directement en caisse automatique, valable uniquement pour une entrée le vendredi à partir de 15h00 et une sortie avant le lundi 9h00. Dans les autres cas, le tarif horaire est appliqué.

- Forfait 7 jours à 50€ : en vente uniquement à l'accueil parking, le jour d'arrivée sur le parc, valable pour un stationnement continu (7 x 24 heures consécutives).
- PASS 7 jours à 70€ : en vente uniquement à l'accueil parking, le jour d'arrivée sur le parc, avec entrées et sorties illimitées durant 7 jours à compter de la date d'émission du PASS
- PASS 1mois à 150€ : en vente uniquement à l'accueil parking le jour d'arrivée sur le parc, avec entrées et sorties illimitées durant 1 mois à compter de la date d'émission du PASS, sans engagement de durée.

- Personnel et équipements

- L'exploitation du site est assurée par :
 - 1 Responsable de Site ;
 - 1 Responsable de Site Adjoint ;
 - 1 Agent d'Exploitation Principal à temps plein ;
 - 3 Agents d'Exploitation à temps plein.
- Le nettoyage est réalisé en interne par le personnel en poste.

2. Compte de résultat (K€)

L'exercice 2014 représente la première année complète d'EFFIA en tant que délégataire de ce parking. L'évolution de l'activité pourra être comparée une fois les chiffres 2015 connus.

En milliers d'€uros HT	2014
Recette horaires	1 370,2
Recette abonnés	394,3
Produit divers	58,7
Produits d'exploitation (a)	1 823,2
Achats de marchandises	8,4
Achats de matières premières et autres	39,9
Autres achats et charges externes	102,2
Impôts et taxes	174,6
Salaires et traitements	238,6
Autres charges	94,4
Dotations aux amortissements	6,9
Redevance fixe	578,8
Redevance variable	180,6
Redevance	759,4
Charges d'exploitation (b)	1 424,4
Résultat d'exploitation (a)-(b)	398,8
Charges financières	110,1
Résultat avant impôt (a)-(c) (+ bénéfice / - perte)	288,7
Impôts sur les bénéfices (+ bénéfice / - perte)	3,9
Résultat de l'exercice (+ bénéfice / - perte)	284,8

Au 31 décembre 2014 le parking Foch Préfecture enregistre un résultat positif de 284,8 K€ ; tout en permettant le versement d'une redevance de 759,4 K€ à la Ville de Montpellier.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Rapport annuel 2014 du délégataire EFFIA - Parc de stationnement Arc de triomphe

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier avait confié à EFFIA l'exploitation du parc de stationnement Arc de Triomphe situé sous la rue Foch à Montpellier pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme était fixé au 31 décembre 2013. Par délibération du 17 décembre 2012 et par la signature d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet le 15 février 2013, dans le cadre du renouvellement de la délégation de service public, Montpellier a décidé de confier une nouvelle fois à EFFIA Stationnement la gestion du parking Arc de Triomphe. Il a été prévu qu'EFFIA poursuive l'exploitation du parking à compter du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2025.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annexé à la présente délibération a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Arc de Triomphe comprend 471 places réparties sur 5 niveaux dont 10 places réservées aux personnes à mobilité réduite et 3 places pour la recharge de véhicules électriques. Il est ouvert 7j/7 et 24h/24. L'accès au parking se fait par la rue Foch.

- Fréquentation et recettes

Le nombre de paiements horaires observe une baisse de -24,59% par rapport à l'année 2013 et le nombre d'abonnés est légèrement en baisse (455 en moyenne par mois en 2013 et 423 en 2014). Ces baisses sont liées

aux travaux de modernisation et de mise aux normes PMR, ainsi qu'aux travaux de voirie au niveau de l'entrée de la rue Foch.

En 2014, le chiffre d'affaires « abonnés » s'élève 389 324 € HT et celui des « horaires » à 458 947 € HT. Par rapport à 2013, le chiffre d'affaires global connaît une baisse importante de 16,01%. Il passe de 1 023 593 € HT à 859 694 € HT. Cette baisse de chiffre d'affaire est due à la baisse de fréquentation.

- Tarification

Durée de stationnement de 07h00 à 19h00

de 10 mn à 1 heure	2.10 €
de 1 heure à 1h30	3.10 €
de 1h30 à 2 heures	4.10 €
de 2 heures à 2h30	5.10 €
de 2h30 à 3 heures	6.20 €
de 3 heures à 3h30	7.10 €
de 3h30 à 4 heures	8.00 €
de 4 heures à 5 heures	9.70 €
de 5 heures à 6 heures	11.40 €
de 6 heures à 7 heures	12.50 €
de 7 heures à 9 heures	14.00 €
de 9 heures à 12 heures	16.60 €

Durée de stationnement de 19h00 à 07h00

de 19h00 à minuit	0.60 €/heure
de minuit à 07h00	1.10 €/heure

Abonnements

Mensuel Résident	87.00 €
Mensuel Travail	132.00 €
Mensuel Grand Cœur	96.00 €

- Forfait Week End à 30 € : le forfait se calcule directement en caisse automatique, valable uniquement pour une entrée le vendredi à partir de 15h00 et une sortie avant le lundi 9h00. Dans les autres cas, le tarif horaire est appliqué.
- Forfait 7 jours à 50€ : en vente uniquement à l'accueil parking, le jour d'arrivée sur le parc, valable pour un stationnement continu (7 x 24 heures consécutives).
- PASS 7 jours à 70€ : en vente uniquement à l'accueil parking, le jour d'arrivée sur le parc, avec entrées et sorties illimitées durant 7 jours à compter de la date d'émission du PASS
- PASS 1mois à 150€ : en vente uniquement à l'accueil parking le jour d'arrivée sur le parc, avec entrées et sorties illimitées durant 1 mois à compter de la date d'émission du PASS, sans engagement de durée.

Récapitulatif des ventes de PASS et Forfaits 7 jours

	Pass mensuel (entrées et sorties illimitées durant 1 mois)		Pass 7 jours (entrées et sorties illimitées durant 7 jours)		Forfait 7 jours (stationnement en continu durant 7 jours)	
Année	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Total cumulé	52	78	48	99	22	28

Personnel et équipements

- L'exploitation du parc est assurée par 1 responsable de site, 1 agent d'exploitation principal, 2 agents d'exploitation à temps complet et 3 agents d'exploitation à temps partiel. Le service de nuit (entre 22h et 6h) est sous-traité à une entreprise spécialisée.
- Le nettoyage est effectué en interne par le personnel en poste.
- Le parking est équipé de 25 caméras et le personnel assure la surveillance à partir du bureau d'accueil par le biais de 3 écrans.
- L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.

2. Compte de résultat (K€)

En milliers d'euros HT	2013	2014	N/N-1
Recette horaires	575,7	459,0	-20,3%
Recette abonnés	414,7	389,3	-6,1%
Produit divers	33,2	11,4	-65,7%
Produits d'exploitation (a)	1 023,6	859,7	-16,0%
Energie et fluides	34,0	39,3	15,6%
Fournitures de bureau	3,4	1,2	-64,7%
Autres charges de gestion courante	0,0	8,2	NS
Maintenance et réparation	36,6	47,9	30,9%
Tickets	7,3	9,9	35,6%
Nettoyage	9,4	6,3	-33,0%
Gardiennage	19,0	32,5	71,1%
Publicité	0,1	0,6	566,7%
Honoraires	3,1	2,2	-29,0%
Assurances	2,5	3,6	44,0%
Téléphone et Affranchissement	2,1	2,6	23,8%
Frais bancaires et transports de fond	6,6	2,9	-56,1%
Impôts et taxes	85,8	74,4	-13,3%
Frais de personnel	193,6	220,3	13,8%
Charges de structure	64,1	94,4	47,3%
Provisions créances	-0,8	0,0	-100,0%
Dotations aux amortissements	411,6	18,2	-95,6%
Redevance fixe	241,8	381,1	57,6%
Redevance variable	102,4	70,2	-31,4%
Redevance	344,2	451,3	31,1%
Charges d'exploitation (b)	1 222,6	1 015,6	-16,9%
Résultat d'exploitation (a)-(b)	-199,0	-155,9	21,7%
Charges financières	46,2	110,1	138,3%
Résultat avant impôt (a)-(c) (+ bénéfice / - perte)	-245,2	-266,0	-8,5%
Impôts sur les bénéfices (+ bénéfice / - perte)	0,0	3,9	NS
Résultat de l'exercice (+ bénéfice / - perte)	-245,2	-269,9	-10,1%

I - Les produits d'exploitation baissent de 16% entre 2013 et 2014, soit -163,9 K€

On constate que les recettes horaires sont en baisse de plus de 20%, ce qui représente 116,7 K€ de recettes en moins par rapport à 2013. Pour cause, la fréquentation a diminué de 24,6% soit plus de 36 000 clients en moins

par rapport à l'exercice précédent suite à d'importants travaux de rénovation d'avril à août 2014 engendrant la fermeture de places. Le début des travaux de la ligne 5 et les travaux de réfection de canalisations effectués ont aussi amené des perturbations quant à l'accès au parc.

La fréquentation des abonnés est également en baisse de 7,2% soit 33 abonnements moyens en moins qui passent donc de 456 en 2013 à 423 en 2014. Cette tendance explique la diminution des recettes associées avec une perte de 25,4 K€ par rapport à 2013, soit une variation de -6,1%.

Le poste « produits divers » affiche un recul de plus de 65% soit près de 22 K€ en moins par rapport à 2013, ce qui représente 11,4 K€ de recettes en 2014.

II - Les charges d'exploitation affichent un recul de 207 K€ entre 2013 et 2014, soit 16,9%

Cette évolution est principalement due au poste « Dotations aux amortissements » qui passe de 411,6 K€ à 18,2 K€. Il s'agit, à compter du 1^{er} janvier 2014, d'un nouveau contrat de délégation de service public, l'ensemble des investissements du précédent contrat ayant été amortis sur sa durée.

La majorité des autres postes de dépenses affiche une hausse entre les 2 exercices, à l'image :

- Des charges de personnel qui progressent de 26,7 K€ soit +13,8%
- Des postes « énergies et fluides » et « maintenance et réparation » qui augmentent respectivement de 5,3 et 11,3 K€
- Des frais de gardiennage qui affichent une hausse de 13,5 K€ soit +71,1 %
- De la redevance due à la Ville de Montpellier qui passe de 344,2 à 451,3 K€ suite à un changement de calcul de celle-ci dans le nouveau contrat.

Au 31 décembre 2014, le parking Arc de Triomphe affiche un résultat avant impôt négatif de -266 K€ contre -245,2 K€ à la clôture de l'exercice 2013.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Rapport annuel 2014 du délégataire TaM - Parc de stationnement Arceaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM l'exploitation du parc de stationnement Arceaux situé Place des Arceaux à Montpellier pour une durée de cinq ans du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2015 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annexé à la présente délibération a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement des Arceaux présente une capacité globale de 200 places (198 places publiques et 2 places à mobilité réduite).

Il est accessible 24h/24 et 7j/7. Le bureau d'accueil est ouvert de 9h à 20h du lundi au samedi et de 12h à 20h le dimanche. L'accès se fait par la rue Paladilhe.

- Fréquentation et recettes

En 2014, le nombre moyen d'abonnés a baissé de 10,6% (104 en moyenne en 2013 et 93 en 2014). Les recettes pour les abonnements s'élèvent à 68 790 € HT en 2014, soit une baisse de 7,6% par rapport à 2013.

L'abonnement travail représente 51% des abonnés et le forfait résident 37%.

Le nombre de clients « horaire » a augmenté de 4,2% par rapport à 2013. Les recettes « horaires » s'élèvent à 403 418 € HT ; soit une hausse de 10,2% par rapport à 2013.

Le montant total des recettes (horaires + abonnés) se monte à 472 208 € HT, soit une hausse de 7,2% par rapport à 2013 (augmentation de 31 741€ entre 2013 et 2014).

- Tarifs

Les tarifs ont été révisés au 1^{er} Septembre 2013 mais ne l'ont pas été en 2014

Durée de stationnement de 07h00 à 20h00

De 10 mn à 30 mn	1,20 €
De 30 mn à 1 heure	2,10 €
De 1 heure à 1h30	2,90 €
De 1h30 à 2 heures	3,70 €
De 2 heures à 2h30	4,50 €
De 2h30 à 3 heures	5,30 €
De 3 heures à 3h30	6,50 €
De 3h30 à 4 heures	6,80 €
De 4 heures à 5 heures	7,10 €
De 5 heures à 6 heures	7,70 €
De 6 heures à 7 heures	8,40 €
De 7 heures à 8 heures	9,00 €
De 8 heures à 9 heures	9,60 €
De 9 heures à 10 heures	10,40 €
De 10 heures à 11 heures	10,70 €
Plafond 24h00	13,10 €

Forfait entre 12h00 et 14h00	0,70 €
Forfait entre 20h00 et 7h00	1,40 €

Abonnements Mensuels

Permanent Résident	51.50 €
Nuit Résident + dimanche et JF	10 €
Forfait Grand Cœur	99.50 €
Permanent Travail	98.50 €
Petit Rouleur	25 €

- Personnel et équipements

Afin d'assurer une présence de personnel pendant les heures d'ouverture du parking, 4 ETP (équivalent temps plein) sont nécessaires. Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2013	2014	N/N-1
Recettes Parc	440,5	472,2	7,2%
<i>Dont abonnés</i>	74,5	68,8	-7,7%
<i>Dont usagers</i>	366,0	403,4	10,2%
Redevances publicitaires	1,2	0,0	-100,0%
Autres recettes	0,9	4,1	355,6%
Transferts de charges d'exploitation	0,0	0,0	NS
Reprise sur amortissement et provisions	0,1	0,0	-100,0%
Produits d'exploitation	442,7	476,3	7,6%
Salaires et traitements	34,2	95,3	178,7%
Achats externes	6,2	4,7	-24,2%
Entretien et réparation bâtiments	5,2	9,8	88,5%
Services extérieurs	99,9	67,4	-32,5%
Charges externes	22,1	23,7	7,2%
Achats et charges externes	167,6	200,9	19,9%
Autres charges de gestion courante	0,0	0,0	NS
Impôts-taxes et versements assimilés	5,7	9,4	64,9%
Dotations provisions amortissements	52,0	53,4	2,7%
Rémunération Fixe	180,0	185,0	2,8%
Rémunération Variable + plafonnée	1,6	21,2	1225,0%
Redevances	181,6	206,2	13,5%
Charges d'exploitation	406,9	469,8	15,5%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	35,8	6,5	-81,8%
Impôts sur les bénéfices	1,0	0,0	-100,0%
Résultat de l'exercice	34,8	6,5	-81,3%

I - Les produits d'exploitation augmentent de 7,6% entre 2012 et 2013, soit une hausse de plus de 33 K€

Il y a plusieurs éléments à prendre en compte pour expliquer cette variation :

- La fréquentation horaire augmente de plus de 4% entre 2013 et 2014, soit une hausse de 5 425 clients sur l'année. Parallèlement les recettes associées progressent de 37 K€ en 2014, soit + 10,2% par rapport à 2013.
- L'effet en année pleine de la révision des tarifs qui est intervenue au 1^{er} septembre 2013.

A l'inverse, on note que la fréquentation des abonnés diminue de 10,6%, soit 93 abonnements en moyenne contre 104 en 2013, ce qui induit une baisse des recettes associées de 5,7 K€ soit -7,6% par rapport à l'exercice 2013.

II - Les charges d'exploitation augmentent de près de 63 K€ en 2014, ce qui représente une hausse de 15,5% par rapport à 2013

Sur l'exercice on constate que les charges de personnel progressent de plus de 60 K€, elles passent de 34,2 K€ en 2013 à 95,3 K€ en 2014, soit une augmentation de près de 179 %. Cette évolution est liée au transfert

d'agents TaM en remplacement de recours à la sous-traitance qui se traduit par une baisse concomitante des services extérieurs entre 2013 et 2014.

On note également que les dépenses d'entretien et rénovations de bâtiments ainsi que le poste « Impôts et taxes » augmentent respectivement de 4,6 K€ et 3,7 K€ par rapport à l'exercice 2013.

L'augmentation des produits d'exploitation permet d'afficher une redevance versée à la ville en hausse de 13,5 %.

Au 31 décembre 2014, le Parking Arceaux enregistre un résultat positif de 6,5 K€ contre 34,8 K€ en 2013 ; l'augmentation des produits d'exploitation ne permettant pas de pallier la hausse des charges.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Rapport annuel 2014 du délégataire TaM - Parc de stationnement Europa

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 1994, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Europa situé entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole à Montpellier pour une durée de 40 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 1er janvier 2036.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annexé à la présente délibération a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Europa présente une capacité globale de 600 places réparties sur 2 niveaux (590 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. L'accès se fait via le boulevard de l'aéroport.

- Fréquentation et recettes

Le nombre de clients horaire a baissé de 4,5% par rapport à 2013 (-1696 entrées, environ 5 entrées de moins par jour) et le nombre moyen d'abonnés a chuté de 22,3% (le nombre moyen d'abonnés est passé de 501 en 2013 à 389 en 2014. Cette baisse s'explique en partie par la résiliation en début d'année d'un client important possédant plusieurs abonnements).

La recette horaire connaît une hausse de 6% par rapport à 2013. En revanche, la recette abonnés affiche un recul de plus de 30%, représentant en valeur absolue plus de 100K€. En 2014, la recette cumulée s'élève à 551 768 €

HT, soit une baisse de près de 15% par rapport à 2013 (-96 586 € HT). Cette baisse est essentiellement liée à la perte d'un grand nombre d'abonnés.

La proportion d'abonnement travail est très importante dans ce parking, elle représente 67% des forfaits.

- Tarification

Afin de favoriser le stationnement résident, les tarifs des abonnements travail subissent annuellement une augmentation plus importante que les abonnements résident.

Cette augmentation accroît chaque année la différence entre ces 2 tarifs.

Horaires « jour »

01h00	2,20 €
01h30	3,30 €
02h00	3,70 €
02h30	4,90 €
03h00	5,40 €
03h30	6,60 €
04h00	7,30 €
05h00	7,90 €
06h00	8,60 €
07h00	9,30 €
08h00	9,80 €
09h00	10,60 €
10h00	11,50 €
11h00	12,00 €
12h00	12,60 €
Plafond 24h00	14,60 €

Horaire « nuit »

De 19h00 à 0h00	0,70 €
De 0h00 à 6h00	1,10 €

Abonnements Mensuels

Petit Rouleur	40,50
Jour Travail	104,50
Résident	56,50
Permanent Travail	123 €

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 6,5ETP (équivalent temps plein). Le nettoyage est essentiellement fait par une entreprise spécialisée les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2013	2014	N/N-1
Recettes Parc	648,4	551,8	-14,9%
<i>dont recettes abonnés</i>	462,3	354,6	-23,3%
<i>dont recettes horaires</i>	186,0	197,2	6,0%
Redevances publicitaires	6,1	6,5	6,6%
Autres recettes	5,1	75,1	1372,5%
Compensation tarifaire	500,3	0,0	-100,0%
Transferts de charges d'exploitation	0,3	0,1	-66,7%
Produits d'exploitation	1 160,1	633,5	-45,4%
Salaires et traitements	99,0	105,4	6,5%
Achats externes	31,8	34,7	9,1%
Services extérieurs	253,0	226,6	-10,4%
Charges externes	29,0	26,4	-9,0%
Achats et charges externes	412,8	393,1	-4,8%
Crédit-Bail	865,1	0,0	-100,0%
Impôts-taxes et versements assimilés	90,9	71,8	-21,0%
Dotations amortissements & provisions	135,0	128,7	-4,7%
Charges d'exploitation	1 503,8	593,7	-60,5%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	-343,7	39,8	-111,6%

I - Les produits d'exploitation baissent significativement entre 2013 et 2014 de plus de 526 K€, soit une variation de -45,4%

On note que la fréquentation horaire affiche un recul de 4,5% sur l'année 2014 soit 1 696 clients en moins. Cependant les recettes associées ont progressé de 6%, soit + 11 K€ par rapport à 2013, et ce sans changement de tarifs entre les 2 exercices. Ceci montre qu'il y a moins de clients mais qu'ils restent plus longtemps.

De plus, le nombre d'abonnés diminue de 22,4% soit 112 abonnements en moyenne en moins par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique notamment par la résiliation d'abonnements par un client important. En conséquence, les recettes associées diminuent de 23,3% soit une perte de 108 K€ par rapport à 2013.

Globalement donc, les recettes liées au stationnement diminuent de 97 K€ soit -14,9% par rapport à 2013.

La compensation tarifaire n'est plus versée par la Ville puisque le crédit-bail du parking est arrivé à échéance. Ceci engendre une diminution des recettes de 500,3 K€, et ce au bénéfice de la Ville de Montpellier.

II - Les charges d'exploitation diminuent de 60,5% entre 2013 et 2014 soit -910 K€

Cette évolution est principalement due à la fin du crédit-bail qui représente une dépense de 865,1 K€ qui n'est plus supportée par le délégataire.

Les postes « salaires et traitements » et « charges externes » progressent respectivement de 6,5% (+6,4 K€) et 2,9% (+2,9 K€). Les autres postes de charges diminuent :

- De 10,4%, soit -26,4 K€ pour les services extérieurs suite à une diminution des travaux de maintenance par rapport à 2013
- De 9% pour les charges externes ce qui représente -2,6 K€

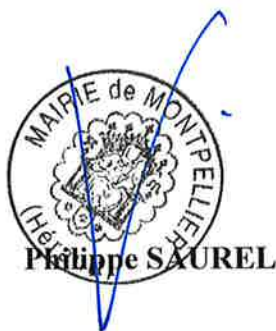
- De plus de 19 K€ pour les impôts et taxes
- De 4,7% soit -6,3 K€ pour les dotations aux amortissements

Pour la première fois depuis 2011, le Parking Europa enregistre en 2014 un résultat avant impôt excédentaire de 39,8 K€.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Rapport annuel 2014 du délégataire TaM - Parc de stationnement Laissac

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Laissac situé place Alexandre Laissac à Montpellier pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport annexé à la présente délibération a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 23 juillet 2015 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 15 octobre 2015 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 22 octobre 2015.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivant :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Laissac présente une capacité globale de 250 places réparties sur 5 niveaux (245 places publiques et 5 places Personnes à Mobilité Réduite) dont 30 places réservées aux abonnés en sous-sol. Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. Il comporte une rampe d'accès du côté du boulevard de l'Observatoire et d'une rampe de sortie du côté de la rue Anatole France.

Il est à noter qu'en raison de travaux de sécurité effectués en 2013, 65 places de ce parking ont été neutralisées.

- Fréquentation et recettes

La fréquentation horaire est en hausse par rapport en 2013 de 20.3% (+52 entrées horaires de plus en moyenne par jour). La baisse 2013 était liée à la fermeture du parking durant 76 jours.

La recette horaire annuelle, en liaison avec la fréquentation, affiche une augmentation de 21% par rapport à 2013. Elle est de 430 929 € HT en 2014 alors qu'elle était de 356 046 € HT en 2013. Toutefois, celle-ci reste inférieure à celles d'avant 2013.

Le nombre d'abonnement a reculé de 11,9% entre 2013 et 2014, il est passé de 123 à 108. La recette abonnée a reculé de 9,8% par rapport à 2013. Elle s'élève à 108 943 € HT en 2014 alors qu'elle était de 120 836 € HT en 2013.

Les recettes cumulées (horaires + abonnés) sont en augmentation avec un montant à 539 871 € HT, soit une hausse de 13,2% par rapport à 2013. La recette horaire représente près de 80% du total des recettes cumulées.

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 49% sont des formules résident, 6% de forfait « Grand Cœur », et 45% sont d'abonnements travail.

- Tarifification

Durée de stationnement de 07h00 à 19h00

01h00	2,20 €
01h30	3,20 €
02h00	3,70 €
02h30	4,70 €
03h00	5,30€
03h30	6,40€
04h00	7,40€
05h00	8,20€
06h00	9,80€
07h00	11,00€
08h00	12,00€
09h00	13,10€
10h00	14,10€
11h00	14,70€
12h00	15,40€
Plafond 24h00	18,70€
de 19h à 0h00	0,70 €
de 0h00 à 7h00	1,10 €

Abonnement Mensuel

Permanent Résident	90,00 €
Forfait Grand Cœur	99,50 €
Permanent Travail	118,50 €

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 6,5 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de service spécialisés.

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2013	2014	N/N-1
Recettes horaires	356,0	430,9	21,0%
Recettes abonnés	120,8	109,0	-9,8%
Redevances publicitaires	10,9	12,6	15,6%
Autres recettes	1,4	50,5	3507,1%
Transferts de charges d'exploitation	0,4	0,6	50,0%
Produits d'exploitation	489,5	603,6	23,3%
Salaires et traitements	32,6	34,6	6,1%
Achats externes	31,8	23,4	-26,4%
Entretien et réparation bâtiments	37,6	20,3	-46,0%
Services extérieurs	196,7	205,0	4,2%
Charges externes	25,4	52,3	105,9%
<i>dont charges de structure inter-activité</i>	<i>15,7</i>	<i>15,7</i>	<i>0,0%</i>
Achats et charges externes	324,1	335,6	3,5%
Impôts-taxes et versements assimilés	35,8	37,7	5,3%
Dotations provisions amortissements	32,5	33,9	4,3%
Rémunération Fixe	112,6	136,3	21,0%
Rémunération Variable	34,2	43,9	28,4%
Redevances	146,8	180,2	22,8%
Charges d'exploitation	539,2	587,3	8,9%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	-49,7	16,3	132,8%

I - Les produits d'exploitation augmentent de 23,3% entre 2013 et 2014, soit une hausse de plus de 114 K€

Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la fréquentation horaire de 20,3% soit 18 910 clients supplémentaires, ce qui génère 75 K€ de recettes en plus par rapport à 2013. Cette reprise semble logique puisque le parking avait été fermé pendant 76 jours en 2013.

Aussi, le poste « autres recettes » progressent fortement puisqu'il passe de 1,4 K€ à 50,5 K€.

A l'inverse, on note que le nombre moyen d'abonnements continue de baisser. Après la perte de 21 abonnements entre 2012 et 2013, il y a 108 abonnements en 2014 soit 15 de moins que l'exercice 2013. Cette diminution représente une variation de -13,9% qui se répercute aux recettes associées qui diminuent de 12 K€ par rapport à 2013.

II - Les charges d'exploitation augmentent de 8,9% entre 2013 et 2014, soit +48,1 K€

La variation des charges d'exploitation est principalement due à 2 postes de dépense :

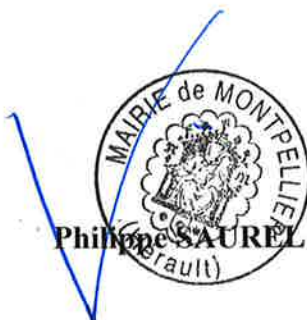
- Les redevances fixe et variable due à la collectivité augmentent globalement de plus de 33 K€ soit une hausse de 22,8% par rapport à 2013. Ceci est directement lié à l'évolution des recettes du parc de stationnement
- Les charges externes passent de 25,4 K€ à 52,3 K€ entre les 2 exercices.

Au 31 décembre 2014, le Parking Laissac enregistre un résultat positif avant impôt de 16,3 K€.

Il est proposé au Conseil de prendre acte de ce rapport annuel 2014.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Boutographies 2015

Acquisition d'œuvres de Laurence Rasti, lauréate du prix du Jury des Boutographies

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis la création des Boutographies, la Ville de Montpellier soutient fortement ces rencontres photographiques montpelliéraines comme l'un des festivals artistiques phares du territoire communal et métropolitain. Le prix du jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

La lauréate 2015 est Laurence Rasti, de nationalité suisse, née en 1990 à Lausanne. Elle a suivi des études de photographie à l'ECAL (Lausanne).

La Ville de Montpellier a choisi d'acquérir deux photographies, signées et numérotées, de la série *Il n'y a pas d'homosexuel en Iran*. Par ailleurs, l'artiste offre à la Ville de Montpellier une autre œuvre de cette même série qui « questionne les notions fragiles d'identité et de genre. Elle tente de redonner à ces gens un visage que leur pays a momentanément volé. »

« Le 24 septembre 2007 à l'Université de Colombia, l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad déclare : « En Iran, nous n'avons pas d'homosexuels comme dans votre pays ».

Laurence Rasti : « Alors qu'aujourd'hui certains pays occidentaux acceptent les mariages gays et lesbiens, en Iran l'homosexualité reste toujours passible de peine de mort. Cette sanction interdit les homosexuels de vivre pleinement leur sexualité. Leurs seules options sont de choisir la transsexualité, pratique tolérée par la loi mais considérée comme pathologique, ou la fuite. A Denizli, petite ville de Turquie, des centaines de réfugiés homosexuels iraniens transitent. Ils mettent leurs vies en pause dans l'attente de rejoindre, un jour, un pays d'accueil où ils pourront librement vivre leurs sexualités ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature du contrat de vente de photographies entre la Ville et Laurence Rasti, joint en annexe, pour un montant global de 2 500 € ;

- d'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Théâtre Jean Vilar

Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association Corée'graphie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville souhaite que ses établissements culturels offrent une programmation variée et de qualité à destination du plus grand nombre, plus particulièrement les plus éloignés de la culture. Elle désire également rechercher de nouveaux publics. La conjoncture économique, peu favorable, oblige à trouver des solutions d'optimisation des moyens afin de ne pas réduire l'offre globale. Des partenariats vertueux sont ainsi recherchés afin de répondre aux objectifs d'une politique culturelle attentive aux acteurs qui la composent. Le Théâtre Jean Vilar est engagé naturellement dans cette voie.

Dans le cadre du festival Corée d'Ici et à l'occasion de l'année de la Corée en France, l'association Corée'graphie propose au Théâtre Jean Vilar le plateau artistique du spectacle *Rythmes de Corée*, en prenant à sa charge les cachets des artistes, les frais d'approche, les droits et taxes liés au spectacle ainsi que l'édition de la billetterie.

Compte tenu de l'intérêt public local de cette opération, il est proposé la mise à disposition à titre gratuit du Théâtre Jean Vilar pour ce spectacle, du 19 au 20 novembre 2015 - 23 h, après la représentation.

Le Théâtre serait donc mis à disposition en ordre marche pour un montant valorisé à 4 535 €, montant détaillé dans la convention jointe en annexe (II-article A4).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar à l'association Corée'graphie du 19 au 20 novembre 2015 ;
- de dire que cette mise à disposition se fera à titre gratuit et que sa valorisation, soit 4 535 €, sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite au compte administratif de la collectivité et dans les comptes du bénéficiaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Comédie du Livre 2016

Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès du CNL (Centre National du Livre)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Du 27 au 29 mai 2016 aura lieu la 31^e édition de la Comédie du Livre. Cette manifestation est depuis l'origine soutenue financièrement par le Centre National du Livre, établissement public du Ministère de la Culture et de la Communication qui a pour but de soutenir tous les acteurs de la chaîne du livre.

La qualité et la variété de la programmation littéraire, l'attention portée à l'ensemble des acteurs de la chaîne du livre (auteurs, éditeurs, libraires indépendants), la rémunération des écrivains participant à des rencontres, des ateliers ou des lectures, le rayonnement international de la programmation, la capacité à nouer des partenariats avec les acteurs locaux du livre et de la lecture, sont des critères déterminants qui conditionnent le soutien du Centre National du Livre à une manifestation littéraire. La Comédie du Livre respecte tous ces critères.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès du Centre National du Livre ;
- de dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'approuver l'inscription en dépenses, dans les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, du montant correspondant aux aides perçues, pour l'organisation de la Comédie du Livre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Comédie du Livre

Autorisation de dépôt de demande de subventions et aides directes à la venue d'auteurs invités par la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

À l'occasion de la 31^e édition de la Comédie du Livre, la Ville de Montpellier a décidé de mettre à l'honneur les 27, 28 et 29 mai 2016 la littérature italienne grâce à un plateau d'une trentaine d'écrivains transalpins, et accueillera plus d'une centaine d'écrivains dans le cadre de la programmation française. Ces auteurs participeront à une très riche programmation de rencontres, de tables rondes et de lectures.

Dans ce cadre, comme suite aux échanges avec les représentants italiens des instituts culturels et de l'Ambassade d'Italie et avec les différentes structures de soutien au livre et la lecture en France, la Ville de Montpellier pourrait obtenir, auprès de ces structures, des aides permettant la prise en charge directe ou le règlement des frais relatifs à la venue des auteurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt, auprès de structures institutionnelles, instituts culturels italiens, ambassade italienne et autres partenaires publics, de dossiers de demandes d'aides relatives à la prise en charge ou au règlement des frais de transport et de séjours des auteurs invités dans le cadre de la Comédie du Livre ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'approuver l'inscription en dépenses, sur les lignes de crédit de la Direction Culture et Patrimoine pour l'organisation de la Comédie du Livre, du montant correspondant aux aides perçues ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Partenariat entre la Ville de Montpellier et La Verrerie d'Alès, Pôle National Cirque Languedoc-Roussillon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Verrerie d'Alès, Pôle National Cirque Languedoc-Roussillon, poursuit des missions de création et de diffusion des arts du cirque. La Verrerie d'Alès assure ainsi pour Montpellier Méditerranée Métropole la direction artistique et l'organisation de représentations de cirque contemporain pour « la Métropole en fête ».

Dans le cadre de cette manifestation, La Verrerie d'Alès propose à la Ville de Montpellier l'organisation de quatre représentations du parcours/installation sonore « Autour de Fall,Fell,Fallen » (compagnie Lonely Circus) à La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier.

Ces représentations de 35 à 40 minutes se dérouleront les jeudi 3 décembre et vendredi 4 décembre (2 représentations par soir) dans les salles d'expositions de La Panacée. Chacune des représentations pourra accueillir 35 personnes.

La Ville de Montpellier met ainsi à disposition de La Verrerie d'Alès les salles d'exposition de La Panacée pour l'accueil de ces représentations selon les conditions techniques et de sécurité détaillées dans la convention jointe en annexe.

La Verrerie d'Alès prend en charge la totalité des frais artistiques, techniques et d'organisation des représentations. En tant qu'organisateur, La Verrerie d'Alès assure le bon déroulement de la manifestation. Elle organise également la billetterie et perçoit les recettes. Les tarifs appliqués (tarif unique de 5 euros et gratuité pour les moins de 12 ans) sont les tarifs appliqués pour l'ensemble des représentations proposées dans le cadre de la manifestation « Métropole en fête ».

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville et la Verrerie d'Alès;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 06/11/2015

154

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier – Convention cadre annuelle 2015-2016 La Panacée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la programmation de La Panacée, la Ville de Montpellier souhaite établir un partenariat annuel avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) sur l'année universitaire 2015-2016. Ce partenariat permettra de favoriser le croisement des disciplines artistiques, de renforcer le partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur du territoire et d'assurer une mission de sensibilisation à l'art contemporain, notamment du public étudiant.

Le partenariat se déroule en deux temps :

- Lors du 1^{er} semestre universitaire 2015-2016, un projet « Espace & Volume » sera développé avec les étudiants de 2^{ème} année et portera sur l'agencement et l'aménagement des espaces transitoires de La Panacée qui sont ouverts aux publics mais non utilisés.

Après une analyse des espaces, les étudiants proposeront des projets visant à créer de nouvelles formes d'occupation, d'utilisation de ces espaces publics de La Panacée. Les étudiants travailleront par groupes sur le projet, à la fois à L'ENSAM et à La Panacée. L'encadrement des étudiants sera assuré par l'équipe pédagogique encadrante à L'ENSAM et l'équipe cadre référente à La Panacée.

- Début-novembre : un rendu des projets sera transmis par écrit.
- Mi-novembre : un jury composé du directeur de L'ENSAM, de l'équipe de direction de La Panacée, des référents des étudiants à L'ENSAM et à La Panacée et d'un élu de la Ville ou du directeur de la culture choisira le projet retenu.
- De mi-novembre à décembre : l'ensemble des étudiants travaillera sur le projet retenu pour qu'un aménagement original soit produit à La Panacée par les étudiants avec les équipes encadrantes. La production de ce projet réalisé au plus tard en décembre sera prise en charge par la Ville de Montpellier et n'excédera pas 5 000 euros TTC.

- Lors du second semestre universitaire 2015-2016, des ateliers de création et des conférences seront organisés en partenariat entre L'ENSAM et La Panacée en fonction du programme pédagogique de l'ENSAM et de la programmation artistique et culturelle de La Panacée.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention cadre annuelle de partenariat entre la Ville et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier – Exposition Anatomie de l'automate à La Panacée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la programmation 2015 de La Panacée, le Centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, une exposition est coproduite avec le Musée d'art moderne et d'art contemporain (Mamco) de Genève sur l'*Anatomie de l'automate*. Elle se déroulera du 20 novembre 2015 au 28 février 2016.

Cette exposition prendra place à La Panacée, dans les murs de ce qui fut l'une des plus prestigieuses universités de médecine. *Anatomie de l'Automate* part de l'analogie du corps humain et de la machine pour explorer les imaginaires de la vie artificielle.

Comme suite au premier partenariat réussi entre l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier lors de l'exposition à l'Espace Dominique Bagouet du patrimoine des universités, la Ville de Montpellier souhaite renouveler sa collaboration avec l'Université de Montpellier pour cette nouvelle exposition, afin que les d'œuvres d'art contemporain exposées soient mises en regard de documents et objets des collections de l'Université de Montpellier. Ce partenariat portera à la fois sur l'emprunt et l'exposition d'œuvres et de documents de l'Université, l'organisation de visites croisées entre La Panacée et le Conservatoire de l'anatomie avec l'intervention d'artistes et de scientifiques, et l'organisation conjointe de conférences sur l'art, la science et la technologie.

Ce partenariat inclurait plus particulièrement un travail avec le Conservatoire d'anatomie et la Faculté de médecine, mais également avec le Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM) afin d'apporter un regard singulier sur les rapports que nous entretenons avec la technologie.

En contrepartie de ce prêt de documents et de l'organisation de ces conférences et interventions par l'Université, la Panacée prendra en charge quatre interventions artistiques, les défraiements des conférenciers ainsi que les éventuels coûts de restauration des œuvres prêtées, le tout dans la limite d'une enveloppe de 5 800.00 €.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville et l'Université de Montpellier;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS –

Bilan des projets associatifs dans le cadre des activités périscolaires pour l'année scolaire 2014-2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations du 24 Juillet, 02 Octobre, 06 Novembre et 17 Décembre 2014 le Conseil Municipal avait attribué des subventions à 175 projets associatifs afin de permettre à des associations d'intervenir en temps périscolaires pour y réaliser des activités auprès des enfants. Ces projets avaient vocation à se dérouler de septembre 2014 à juin 2015, sur l'année scolaire 2014-2015.

Conformément à ce que prévoient les conventions de financement, les associations ont reçu un premier versement de 70% du montant de la subvention au commencement de leur action. Le solde, soit 30%, doit ensuite être versé après la fin de l'action, sur la base du bilan et des pièces justificatives présentées par les associations.

Or, à l'issue de l'action, il apparaît que certains projets n'ont pas pu être réalisés dans leur intégralité. Dans ces cas, il convient donc de prévoir la réduction du montant de la subvention, pour l'adapter au projet effectivement réalisé.

Code	Association	Projet	Ancienne subvention	Nouvelle attribution
2726	Carthage	Atelier Musique	3500	2450
1549	Comité Départemental du sport adapté	Cycles 6 semaines avec CLIS 1	3000	2100
1549	Comité Départemental du sport adapté	Séances hebdomadaires sportives en CLIS	4500	3150
4517	Comité Départemental handisport	Handisport pour Tous	3000	2100

5665	En traits libres	Atelier Arts plastiques	13200	9240
4325	L'outil théâtre	Atelier théâtre	3600	2600
4325	L'outil théâtre	Six spectacles courts et ateliers	3600	2770
2149	Eveil en mouvement	Temps après l'école	45300	33975
5421	Théâtre Entrenous		3800	2850
1046	Visuel LSF LR		6300	4410

De plus, une action n'a pu être menée, il convient donc d'annuler la subvention : code 565 – structure : Carré Menthe – titre du projet : Orchestre à la loupe – 2500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider des modifications des montants des subventions, telles que définies ci-dessus ;
- d'approuver l'avenant type annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Attributions de subventions

Ajustements des projets associatifs dans le cadre des activités périscolaires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations du 07 Mai et du 23 Juillet 2015, le conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 175 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires pendant l'année scolaire 2015-2016.

Il convient maintenant de réaliser des ajustements :

1/ Annulations de subventions : Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, il est apparu que certains projets ne seront pas réalisés, ce qui justifie les annulations suivantes :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
6157	GWEISSK Philocinéma	Rencontre avec un artiste	2 000
5499	Compagnie La Hurlante	Une marionnette dans votre placard	2 500
5499	Compagnie La Hurlante	Danser sur les mots	2 500
4547	La Maison du Judo	Judo découverte	9 000
2973	Compagnie Flamenco Temperamento Andaluz	Initiation à la pratique artistique du flamenco	750
3131	MUC Skateboard	Skate à l'école	3 600

2/Attributions de subventions : Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés et de s'adapter aux besoins des écoles, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
4547	La Maison du Judo	Judo découverte	3 000
5854	Montpellier Mosson Omnisports	Les Hauts de Massane à l'école du sport	2 000
789	CD UFOLEP 34	Animations éducatives Baudelaire et Kipling	3 500
789	CD UFOLEP 34	Animations éducatives Delteil, Michelet, Armstrong et Bon.	3 500
789	CD UFOLEP 34	Animations éducatives Olympe de Gougues	1 750
4144	MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	14 500
4586	Vacances Evasion	Activités éducatives périscolaires	7 250

5844	Les dés calés	Découverte environnement et éducation par le jeu	2 850
------	---------------	--	-------

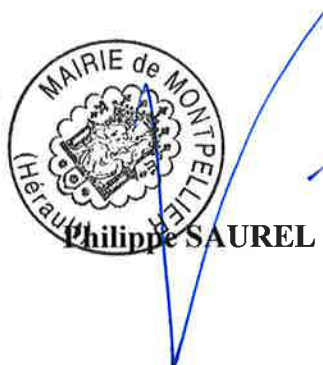
Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider des annulations et des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions ;
- de prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2015 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

La Ville souhaite tout particulièrement **encourager l'engagement citoyen dans le cadre associatif en aidant tout particulièrement les associations porteuses de projets d'intérêts généraux dans les domaines sociaux et culturels.**

Ces actions associatives proposées aux montpelliérains et soutenues par la ville, contribuent grandement à la dynamique de la vie quotidienne au sein des quartiers.

Le soutien à ces associations s'est accru en passant de 182 projets aidés dans le cadre de la mise à disposition gratuite de salles en 2014 à 215 projets estimés en 2015, traduisant ainsi l'engagement de la ville vis-à-vis du secteur associatif.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 55 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 16715 €

Les associations concernées sont :

MPT G BRASSENS : Ecoartis 245€, Connaissance de la chine 165€, Bosphore 245€, Educ'mouv'art 165€, Italia a due passi 245€, Kir'art et productions 300€, Restos du cœur 455€, Le cercle des lotus 165€, Centre des arts du cirque balthazar 220€, Tiens bon la barre 270€, Cie antibrouillards 300€, Les petits débrouillards 140€, Génération hauts de Massane 350€, Lyu taiko 140€.

MPT JP CAILLENS : Cim 165€, L'effet divers 245€, L's en ciel 110€, Relations culturelles franco-russes 245€, Italia a due passi 245€, objectif sophro 110€, Association gitane 245€, Comité de quartier Tournezy 245€, Centre APAJ 165€, Mad swingers 245€, Muay thai 165€, Comité de quartier Tournezy 165€.

MPT A CAMUS : Anadolu 220€, Association tutélaire de gestion 140€, Tiens bon la barre 220€, Les oudlers Montpelliérains 300€, Association rencontre 300€, RC Lemasson 455€, Bâtir au féminin 110€.

MPT M COLUCCI : Montpellier méditerranée métropole TKD 1030€, Synergie des mémoires humaines 245€, Collectif Yves du Manoir 245€, MMM TKD 1030€, Devenet 455€, Ti Conodo 110€

MPT F VILLON : Essor 255€

MPT A DUBOUT : CID international 455€

MPT ESCOUTAIRE : ADH 34 300€, Association prévention spécialisée 34 245€, Les paralysés de France 110€, Centre culturel Esperanto 300€, Cité citoyenne 245€, Compagnons Bâisseurs 245€, Educ'mouv'art 165€, Ecole des apprentis et des éducateurs 245€, Feminateliars 245€, Jasmin d'orient 455€, Club handi sport 245€, Les p'tits loups de St Martin 300€, Patch a tout cœur 300€, Somis 245€

MPT M PAGNOL : Atout tarot 220€, BGE Montpellier 165€, CPNCM 165€, Croix rouge 245€, Tiens bon la barre 165€

MPT R PARKS : APSH 34 165€, APEI du grand Montpellier 165€

MPT J RICOME : Centre APAJ 455€.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 18 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3235€

Les associations concernées sont :

MPT JP CAILLENS : les danseurs du nil 275€

MPT A CAMUS : RC Lemasson 105€, COFESC 165€, CSCO 105€, Association subaquatique club Montpellier 55€

MPT A CHAMSON : Enfance famille d'adoption 220€

MPT G BRASSENS : Comité de quartier les Hauts de Massane 440€

MPT M CURIE : Fédération Compagnie théâtre amateur 55€, Pétanque club 110€

MPT M PAGNOL : Association comité de quartier Chamberte 440€, Relais assistantes maternelles 550€, CPNCM 220€

MPT VOLTAIRE : Calor danse 55€, Mare Nostrum 55€, Song Taaba 55€

MPT F VILLON : Cie des nuits partagées 110€, Cesam migration santé 110€, La maison du judo 110€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Bourse Initiatives Jeunes 2015 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un co-financement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2015 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **2 100 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Jean SCHABEL, étudiant

« Clair Obscur Collectif »

Production Culturelle

Fédérer les acteurs du monde artistique local en collectif autour de performances urbaines.

Montant proposé : **920 €**

Guilhem COUGOULUEGNE, salarié

« Volontariat en Madédoine »

Destination Monde

Mettre en place des ateliers éducatifs et créatifs à destination d'un public jeune en difficulté.

Participer à l'édition du magazine dédié à la Jeunesse « Voices ».
Montant proposé : **1 180 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de valider la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **2 100 €** ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de la réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes.

La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique.

La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention de 13 éducateurs et opérateurs territoriaux, soit 3 300 heures annuelles.

Ce personnel municipal intervient sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier. Les conditions générales de l'organisation des interventions, les agréments nécessaires, les responsabilités et les conditions de sécurité sont ainsi fixées.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 74 100 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaire pour l'année 2015-2016 ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités d'E.P.S. eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 74 100 € ;

- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASILVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive.

Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 48 600 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2015-2016;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 48 600 € ;

- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015



AM

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Kphanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DĀNAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Conventions de mises à disposition d'installations sportives Convention d'organisation du Service Sécurité et Incendie Ville de Montpellier/Associations Sportives/Etablissements Scolaires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite organiser et se conformer aux directives relatives à l'organisation du service sécurité et incendie dans les établissements sportifs recevant du public, et ainsi mettre en place un protocole avec les usagers de ces équipements.

Le Service des Sports de la Ville de Montpellier gère 270 équipements, sur des plages horaires étendues : ouverture en semaine de 8 heures à 22 heures 30 et le week-end de 10 h à 22 h en fonction des rencontres sportives programmées par les fédérations sportives ou l'organisation de manifestations associatives.

Certaines installations sont occupées par des associations ou établissements, en l'absence d'agents de la collectivité en semaine et les samedis et dimanches.

La création d'un règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (prévu notamment par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié par l'arrêté du 11 décembre 2009), permettrait dans cette configuration, que l'association ou l'établissement scolaire utilisateurs du créneau assume, en sus de ses obligations habituelles en matière de responsabilité civile, une partie des responsabilités habituellement dévolues au personnel d'exploitation de l'établissement, notamment celles de procéder à la fermeture des locaux et d'encadrer l'évacuation des personnes en cas de sinistre.

La réglementation définit les types d'établissements qui sont susceptibles d'être concernés par une telle mesure. De fait, certains en sont explicitement exclus.

Il s'agit notamment des équipements de 1^{ère} catégorie, de ceux disposant de locaux d'hébergement de nuit ou ne disposant pas d'une alarme générale ne nécessitant pas une surveillance humaine. Enfin, l'effectif total sur site ne doit jamais excéder 300 personnes.

La Ville de Montpellier peut déléguer aux associations ou établissements scolaires le service de sécurité incendie en signant une convention spécifique sécurité incendie qui comprendra notamment les éléments suivants :

- les conditions d'usage et d'occupation ;
- les obligations leur incombant en matière de sécurité ;
- la liste des numéros utiles, des numéros d'urgence.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions de mise à disposition des équipements sportifs auprès des associations et établissements scolaires ;
- d'approuver la signature d'une convention sécurité incendie pour les associations et établissements scolaires en autonomie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2015-2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat étroit avec les associations du territoire.

C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 80 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux.

Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 026 536.35 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil municipal en date du 17 Décembre 2014 fixant les tarifs pour 2015 applicables au domaine public occupé.

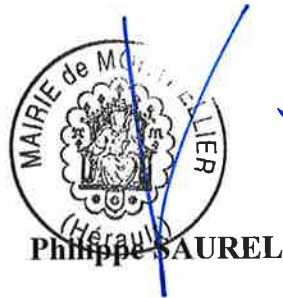
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 026 536.35 € ;

- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Occupation du Domaine Public - Mesures d'exonérations exceptionnelles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article L-2125 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques indique que « *toute occupation ou utilisation du domaine public (...) donne lieu au paiement d'une redevance.* ».

Ainsi, dans le cadre de conventions particulières et d'une manière générale à l'occasion de la délibération tarifaire annuelle, la Ville de Montpellier valide des tarifs applicables à différents types d'occupation sur son domaine public.

Il est ici proposé de déroger de manière exceptionnelle aux tarifs préalablement décidés.

En effet, des circonstances particulières ont amenés certains redevables à demander des exonérations.

Ces demandes de réductions de redevances se justifient par des cas de force majeure ou des faits induits par d'autres décisions municipales.

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – BAR RESTAURANT DU THEATRE JEAN VILAR

La buvette restaurant du théâtre Jean Vilar est gérée dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public attribuée à la SCIC Mon cuisinier.

Entre septembre et décembre 2014, le théâtre Jean Vilar a été fermé du fait des dégâts induits par les inondations intervenues. Le restaurant buvette n'a pu exercer son activité durant cette période.

La redevance annuelle versée par l'occupant s'élève pour 2014 à 1 112.40 € facturée sur les 10 mois de la saison théâtrale.

Le montant d'exonération demandé pour quatre mois allant de septembre à décembre 2014 s'élève à 444.96 euros.

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – KIOSQUE ALBERT 1^{ER}

La SARL Las Ramblas est titulaire d'une convention d'occupation du domaine public situé Place Albert 1^{er}. L'exploitation de son activité arrêtée le 1^{er} octobre 2015 a été largement perturbée par les travaux du tramway situés devant son pas de porte.

Il est donc proposé d'exonérer la SARL Las Ramblas de deux trimestres de loyer soit la somme de 8 955.48 euros.

175

DROITS DE PLACE – MARCHE ALBERT 1^{ER}

Du fait des travaux de la ligne 4, les commerçants abonnés et journaliers du marché ont vu leur clientèle et leur chiffre d'affaires subir une baisse importante malgré les accompagnements de la Ville en terme de communication et de signalétique.

Une exonération de droits de place sur la période est de nature à les accompagner pendant la période de travaux où ils connaissent des difficultés économiques.

L'exonération est demandée pour la période du 01/10/2014 jusqu'au 31/03/2016 et concerne l'ensemble des commerçants abonnés (une dizaine) et les commerçants journaliers qui viennent débiller sur le marché.

La perte de recettes en résultant pour la ville s'élève à 4 200 euros.

TERRASSE DE TYPE A - BAR RESTAURANT DES SUPER-VEDETTES

Le bar des Super Vedettes est autorisé à installer une terrasse de 60m² tous les jours sur la Place des Beaux-Arts. Considérant la tenue du marché de plein air du lundi au samedi de 7h00 à 15h00, la terrasse ne peut être exploitée que de 15h00 à 1h00 ainsi que le dimanche toute la journée.

Afin de ne pas pénaliser l'établissement, il est proposé d'appliquer une réduction de 30% sur les droits de terrasse.

Ainsi sa redevance pour 2014 s'élèverait à 1806 euros au lieu de 2580 euros.

Pour l'année 2015, la délibération tarifaire globale prévoyant ce type de cas, la minoration des droits de terrasse a été appliquée d'office.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider les exonérations proposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Direction de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens
Communs

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 474**

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Coeur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la SARL CREPERIE JEAN MOULIN -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la SARL CREPERIE JEAN MOULIN.

Cette société nous propose un parrainage financier de 1 000 €, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la SARL CREPERIE JEAN MOULIN, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 1 000 € ;
- d'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Manifestation "Coeur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société MEDIAFFICHE -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société MEDIAFFICHE.

Cette société nous propose un parrainage financier de 2 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société MEDIAFFICHE, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 2 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,



Direction de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens
Communs

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 476**

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Coeur de Ville en lumières" 2015

- Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société SAS PSI SECURITE -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société SAS PSI SECURITE.

Cette société nous propose un parrainage financier de 2 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société SAS PSI SECURITE, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 2 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Direction de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens
Communs

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2015 / 477

**publique du jeudi 5
novembre 2015**

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Coeur de Ville en lumières" 2015
- Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société GIBERT JOSEPH -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société GIBERT JOSEPH.

Cette société nous propose un parrainage financier de 1 000 €, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société GIBERT JOSEPH, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 1 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société LUMINAIRES BOUDART

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société LUMINAIRES BOUDART.

Cette société nous propose un parrainage financier de 1 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société LUMINAIRES BOUDART, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 1 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION COMITE PLEIN CENTRE MONTPELLIER

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec l'ASSOCIATION COMITE PLEIN CENTRE MONTPELLIER.

Cette association nous propose un parrainage financier de 20 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION COMITE PLEIN CENTRE MONTPELLIER, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la CCI de Montpellier -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la CCI de Montpellier.

La CCI nous propose, en plus d'un accompagnement technique ainsi que son retour d'expérience sur cette manifestation, un parrainage financier de 20 000€.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la CCI de Montpellier, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Coeur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et l'organisme Crédit Agricole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec l'organisme CREDIT AGRICOLE.

Cette société nous propose un parrainage financier de 5 000 €, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et l'organisme CREDIT AGRICOLE, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Coeur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société AUTOROUTES DU SUD de la France (VINCI Autoroutes)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (Vinci Autoroutes).

Cette société nous propose un parrainage financier de 30 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société AUTOROUTES DU SUD de la France (VINCI AUTOROUTES) relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières », ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 30 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et le groupe NICOLLIN -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société GROUPE NICOLLIN.

Cette société nous propose un parrainage financier de 20 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société GROUPE NICOLLIN relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières », ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 20 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Coeur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société BOUYGUES Energies et Services- -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société BOUYGUES Energies et Services.

Cette société nous propose un parrainage financier de 11 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société BOUYGUES Energies et Services relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières », ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 11 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société EIFFAGE -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société EIFFAGE.

Cette société nous propose un parrainage financier de 30 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société EIFFAGE relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières », ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 30 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015

- Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société VINCI-ENERGIES -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société VINCI ENERGIES.

Cette société nous propose un parrainage financier de 30 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société VINCI ENERGIES relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières », ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 30 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société COMPAGNIE DU VENT -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société COMPAGNIE DU VENT.

Cette société nous propose un parrainage financier de 10 000€, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société COMPAGNIE DU VENT relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières », ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 10 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extraits conformes, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015

- Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société FDI -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société FDI.

Cette société nous propose un parrainage financier de 5 000 €, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société FDI, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société RESTAURANT LES BAINS -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société RESTAURANT LES BAINS.

Cette société nous propose un parrainage financier de 2 000 €, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société RESTAURANT LES BAINS, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 2 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" 2015 - Convention de parrainage entre la Ville de Montpellier et la société DAUDE LINGERIE -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 et n° 2015/404 du 29 septembre 2015 nous avons validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque partenaire en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec la société DAUDE LINGERIE.

Cette société nous propose un parrainage financier de 1 000 €, les contreparties étant définies dans le règlement de parrainage.

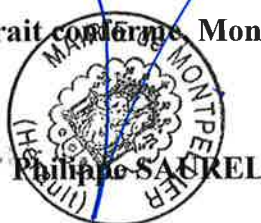
L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention relative à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2015 entre la Ville de Montpellier et la société DAUDE LINGERIE, ce parrain s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant de 1 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1) L'élaboration du schéma de mutualisation, une réponse cohérente à une invitation politique, organisationnelle et juridique

Comme la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 le prévoit, les communes et leurs intercommunalités doivent initier avant la fin de l'année 2015 un schéma de mutualisation des services, qui concourt à l'amélioration de l'organisation des services selon les termes du législateur inscrits à l'article L 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales.

Au-delà de cette invitation juridique, l'élaboration du projet de schéma de mutualisation au sein de territoire de Montpellier Méditerranée Métropole correspond à l'expression d'un véritable projet politique. En effet, dès le départ, au travers du pacte de confiance métropolitain, les élus ont souhaité profiter de la transformation de l'agglomération en métropole pour se réinterroger sur les fondamentaux de la coopération intercommunale. Le pacte précise ainsi « *L'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation du projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal* ». De même il souligne « *La Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine* ». Dans ce contexte l'élaboration du schéma de mutualisation est une occasion majeure de donner corps à cette ambition de développement des coopérations de toutes sortes au sein du bloc communal. La logique de coopérative de services aux communes, qui en est la traduction, constitue en quelque sorte l'ADN du projet métropolitain.

Placer la coopération au cœur du projet politique métropolitain appelle à innover pour partager les compétences, mettre en cohérence les politiques publiques et faire mieux avec moins. Face à la réduction des dotations de l'Etat et dans un contexte où la demande de services locaux est toujours croissante, la rationalisation des moyens s'impose à toutes les collectivités. Il s'agit de réduire les doublons voire les supprimer, de réaliser des

économies en mutualisant les achats et de renforcer l'efficacité des services en faisant ensemble au sein des intercommunalités ou en coopérant avec d'autres territoires.

2) Le schéma de mutualisation, une feuille de route pour développer, sur la durée du mandat, les dynamiques de coopération au sein du bloc communal

Une élaboration partagée

Le document soumis à l'avis du conseil municipal concrétise l'intense travail d'un groupe, constitué de directeurs généraux et de cadres des communes membres ainsi que de responsables de Montpellier Méditerranée Métropole, animé pendant plusieurs mois par la volonté d'aboutir à la co-construction d'un projet de mutualisation qui emporte l'adhésion. Il est aussi le fruit des réflexions et des propositions des nombreux groupes thématiques, qui ont permis de confronter les expériences concrètes des agents communaux et intercommunaux afin de faire émerger une culture commune et des projets communs, dans l'intérêt général du «bloc communal».

Des formes et des niveaux de coopération multiples, ordonnancés dans une logique de libre adhésion des communes

Le projet de schéma intègre bien entendu le rapprochement des administrations de la Métropole et de la Ville Centre, qui demeure un des principaux leviers de rationalisation des moyens et d'économies d'échelles afin d'améliorer la qualité de nos politiques publiques tout en préservant les équilibres financiers du bloc communal.

Cependant ce rapprochement ne constitue que le socle d'autres projets de mutualisation à développer avec toutes les autres communes de la Métropole. Il s'inscrit ainsi dans des projets de coopérations multidirectionnelles au sein du bloc communal métropolitain, ceux-ci pouvant être ascendants, descendants, horizontaux, concerner tout ou partie des communes, sans associer le cas échéant l'établissement public de coopération intercommunale. Il met en œuvre toute la palette des outils opérationnels de la coopérative de services allant du simple échanges de pratiques jusqu'à la création de services communs en passant par la constitution de groupements de commande.

Un contenu pragmatique et opérationnel

L'état des lieux qui constitue la première partie de ce schéma traduit l'important travail de concertation et de débat démocratique qui a permis depuis le second semestre 2014 de faire émerger une métropole partagée dans le respect toujours renouvelé et réaffirmé des souverainetés communales.

Les propositions de coopérations et de mutualisation nouvelles formulées dans la deuxième partie respectent les principes énoncés dans le pacte de confiance, et notamment la valorisation des actions et des fonctions de proximité, au plus proche des besoins quotidiens de la population de la métropole. Elles prennent en compte les rythmes d'évolution, d'adhésion et d'intégration souhaités par chacune des communes.

L'ensemble de ces fiches actions constitue un schéma évolutif et vivant qui devra s'adapter aux évolutions du champ d'action communal et intercommunal et fera l'objet d'évaluations régulières permettant les réorientations et les évolutions nécessaires.

C'est animé par la volonté de poursuivre cette co-construction partagée et dans le cadre des dispositions législatives en vigueur (article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales), que ce projet de schéma de mutualisation est soumis, pour avis, à chacun des conseils municipaux, dans un délai de trois mois à compter de sa réception, intervenue le 12 septembre dernier.

A défaut de délibération dans ce délai, cet avis sera réputé favorable.

Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire, ou à défaut lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fera l'objet d'une communication du président de la Métropole à son organe délibérant. En application de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, après avis des Conseils municipaux,

approuvera le projet de schéma de mutualisation, lors de sa séance du 17 décembre prochain, avant la date butoir fixée par le législateur au 31 décembre 2015.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khathaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour un marché de communication de rayonnement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole a été créée à compter du 1er janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation a entraîné un important transfert de compétences notamment en matière de voirie, d'espaces publics dédiés et de politique de la ville et d'urbanisme. Elle a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la Ville Centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Le traitement mutualisé de la communication de ces deux structures sera positif en termes d'harmonisation, de rationalisation, notamment financière, mais aussi de lisibilité et de cohérence.

Une convention de groupement de commandes pour la passation d'un premier marché de communication institutionnelle entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole a donc été approuvée par délibération du 22 janvier 2015, la Métropole étant désignée comme coordinatrice.

La consultation, lancée le 5 mars 2015 par la Métropole en appel d'offres restreint, était allotie en deux lots distincts, l'un pour la communication dite de développement et l'autre pour la communication dite de proximité.

La procédure poursuit son cours pour le lot n°2 « Communication de proximité »

En ce qui concerne le lot n° 1 « Communication de développement », celui-ci a été déclaré sans suite pour des motifs d'intérêt général ; en effet des faits nouveaux apparus après la mise en concurrence ont mis en jeu la

définition du besoin qui avait été effectué pour ce marché : le besoin d'accompagnement stratégique est en effet essentiel pour que les membres du groupement puissent rivaliser dans le futur avec les autres métropoles nationales et européennes.

Il est donc proposé de relancer une consultation et ce uniquement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Un nouveau projet de convention constitutive de groupement de commandes, joint à la présente, a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement. A ce titre, elle sera chargée de conduire la procédure de passation du marché. En outre, c'est sa Commission d'Appel d'Offres qui attribuera le marché sur la base d'une analyse concertée entre les membres du groupement des candidatures et offres présentées par les entreprises. Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement en suivra l'exécution pour la part le concernant.

Ce marché portera sur une « communication de rayonnement » pour les membres du groupement en vue de les aider à élaborer la stratégie globale des deux collectivités en la matière. L'objectif est principalement de renforcer la visibilité et l'attractivité du territoire dans son ensemble.

Cette communication devra se construire prioritairement à partir d'une vision extensive des sept axes stratégiques de la métropole :

1. Santé
2. Numérique
3. Transport et Mobilités
4. Développement économique, Tourisme et Industrie
5. Agro-écologie, Alimentation
6. Culture, Patrimoine et Université
7. Citoyenneté, Développement social, Egalité des chances

Son périmètre sera avant tout national et international.

Pour la Ville, le principal objectif résidera dans l'affirmation d'une identité forte à l'échelle nationale et internationale. Montpellier devra notamment être positionnée comme une des grandes villes du bassin méditerranéen.

La communication devra également permettre le rayonnement de ses politiques publiques notamment en matière d'espaces publics, de développement durable, d'architecture et d'urbanisme. La démocratie de proximité et la communication citoyenne sont également des vecteurs essentiels de la nouvelle façon d'appréhender l'action publique. Les sports extrêmes, les cultures urbaines et l'art contemporain devront enfin marquer le mandat et associer la ville à un nouvel esprit d'entreprendre et de créer.

Ce marché prendra la forme d'un marché à bons de commande sans minimum-ni maximum, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres restreinte. Sa durée sera de 24 mois, reconductible une fois. Les besoins estimés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole sont chacun estimés à 500 000 euros H.T. annuels.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commande avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de communication de rayonnement ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;

- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 494

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I – Créations de postes :

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe : création d'un poste à temps complet

Filière technique :

Agent de maitrise : création d'un poste à temps complet

Technicien : création d'un poste à temps complet

Technicien principal de 2^{ème} classe : création d'un poste à temps complet

II – Suppressions de postes :

Filière administrative :

Adjoint administratif de 2^{ème} classe : suppression d'un poste à temps complet

Filière technique :

Emploi fonctionnel de Directeur général délégué : suppression d'un poste

Adjoint technique de 2^{ème} classe : suppression d'un poste à temps complet

Agent de maitrise : suppression d'un poste à temps complet

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les Conseils d'Ecoles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, le Maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal sont amenés à siéger au sein des Conseils d'Ecoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Le Conseil d'Ecole se réunit au moins une fois par trimestre.

Selon l'article 18 du décret susvisé, le Conseil d'Ecole, sur proposition du directeur de l'école :

- vote le règlement intérieur de l'école.
- donne des avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :
 - Les actions pédagogiques qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement ;
 - L'utilisation des moyens alloués à l'école ;
 - Les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés ;
 - Les activités périscolaires ;
 - La restauration scolaire ;
 - L'hygiène scolaire ;
 - La protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire.
- statue sur ce qui concerne la partie pédagogique du projet d'école.
- adopte le projet d'école.
- donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives et culturelles
- est consulté par le maire sur l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée susvisée.

En outre, une information doit être donnée au sein du Conseil d'Ecole sur :

- Les principes de choix de manuels scolaires ou de matériels pédagogiques divers ;
- L'organisation des aides spécialisées.

Il convient de désigner les nouveaux représentants dans ces instances pour le groupe scolaire Aiguelongue Kergomard/Daviler.

<i>Groupe scolaire</i>	<i>Maternelle</i>	<i>Elémentaire</i>	<i>Quartier Sous-quartier</i>	<i>Représentants élus</i>
Aiguelongue	Luis de CAMOES	Sigmund FREUD	HOPITAUX FACS	Ecole maternelle : Sonia KERANGUEVEN Ecole élémentaire : Sonia KERANGUEVEN
Antigone	ARISTOTE	PERICLES	CENTRE Antigone	Ecole maternelle : Michèle DRAY- FITOUSSI Ecole élémentaire : Michèle DRAY- FITOUSSI
Bari	Virginia WOOLF	André BOULLOCHE	MOSSON Paillade	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : Chantal LEVY-RAMEAU
Barcelone	Pablo NERUDA	Simon BOLIVAR	MOSSON Paillade	Ecole maternelle : Abdi EL KANDOUSSI Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOUSSI
Beethoven	BEETHOVEN	BEETHOVEN	CROIX D'ARGENT Grisettes	Ecole primaire : Patricia MIRALLES
Bologne	James JOYCE	Sedar SENGHOR	MOSSON Paillade	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : Chantal LEVY-RAMEAU
Calmette/ Aubigné	Agrippa d'AUBIGNE	CALMETTE	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : Sonia KERANGUEVEN Ecole élémentaire : Sonia KERANGUEVEN
Chaptal / Jeanne d'Arc	CHAPTAL	Jeanne d'ARC	CENTRE Arceaux	Ecole maternelle : Maud BODKIN Ecole élémentaire : Jérémy MALEK
Cité Astruc	GOETHE	Paul LANGEVIN	CEVENNES Cité Astruc	Ecole maternelle : Jean-Marc DI RUGGIERO Ecole élémentaire : Jean-Marc DI RUGGIERO
Cité Mion	Simone SIGNORET	Jacques BREL	PRES D'ARENES	Ecole maternelle : Pascal KRZYZANSKI Ecole élémentaire : Pascal KRZYZANSKI
Combes / Duruy	Victor DURUY	Émile COMBES	CEVENNES Hôtel	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU

			Département	Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOUSSI
Comte	(Elémentaire)	Auguste COMTE	CENTRE/Peyrou	Ecole élémentaire : Guy BARRAL
Cheng Du	CHENGDU	CHENGDU	PORT MARIANNE	Ecole primaire : Sauveur TORTORICI
Curie / Daudet	Alphonse DAUDET	Marie CURIE	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Robert COTTE Ecole élémentaire : Robert COTTE
Daviler / Kergomard	Pauline KERGOMARD	Charles DAVILER	CENTRE	Ecole maternelle : Michèle DRAY- FITOUSSI Ecole élémentaire : Michèle DRAY- FITOUSSI
Delteil /Michelet	Jules MICHELET	Joseph DELTEIL	CEVENNES Pergola	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOUSSI
Estanove	DESBORDES VALMORE	Winston CHURCHILL	CROIX D'ARGENT	Ecole primaire : Robert COTTE
Florian /Simon	FLORIAN	Jules SIMON	CENTRE	Ecole maternelle : Pascal KRZYZANSKI Ecole élémentaire : Michèle DRAY- FITOUSSI
Figuier /Paul Bert /Victor Hugo	Louis FIGUIER	Paul BERT/Victor HUGO	CENTRE	Ecole maternelle : Jérémie MALEK Ecole élémentaire : Jérémie MALEK
Gama /Mermoz	Vasco de GAMA	Jean MERMOZ	CENTRE	Ecole maternelle : Michèle DRAY- FITOUSSI Ecole élémentaire : Michèle DRAY- FITOUSSI
Gambetta / Garnier/Comte	Francis GARNIER	GAMBETTA	CENTRE Gambetta	Ecole maternelle : Guy BARRAL Ecole élémentaire : Jérémie MALEK
Heidelberg	Miquel de CERVANTES	HEIDELBERG	MOSSON Paillade	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOUSSI
Jaurès / Anthonioz de GAULLE	Anthonioz de GAULLE	Jean JAURES	CENTRE Antigone	Ecole maternelle : Michèle DRAY- FITOUSSI Ecole élémentaire : Michèle DRAY- FITOUSSI
Jeu de mail	Charlie CHAPLIN	POTTIER /Jean SIBELIUS	HOPITAUX FACS	Ecole maternelle : Sonia KERANGUEVEN Ecole élémentaire : Sonia KERANGUEVEN
La Chamberte	Maria CALLAS	DANTE	CEVENNES	Ecole maternelle :

		ALIGHIERI /SUN YAT SEN	La Chamberte	Maud BODKIN Ecole élémentaire : Jérémie MALEK
Rousseau / Condorcet	Jean Jacques ROUSSEAU	CONDORCET	CENTRE Ecusson	Ecole maternelle : Maud BODKIN Ecole élémentaire : Michèle DRAY- FITOUSSI
La Martelle	Jeanne DEROIN	SPINOZA	CEVENNES La Martelle	Ecole maternelle : Maud BODKIN Ecole élémentaire : Jérémie MALEK
Lamartine / Pasteur	Louis PASTEUR	LAMARTINE	CENTRE Ecusson	Ecole maternelle : Jérémie MALEK Ecole élémentaire : Maud BODKIN
Lantissargues	Robert SURCOUF	Georges SIMENON	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Robert COTTE Ecole élémentaire : Robert COTTE
La Rauze	Paul ELUARD	Jean MACE	CENTRE	Ecole maternelle : Patricia MIRALLES Ecole élémentaire : Patricia MIRALLES
Le lez	Sergueï PROKOFIEV	Jean ZAY	PORT MARIANNE	Ecole maternelle : Sauveur TORTORICI Ecole élémentaire : Sauveur TORTORICI
Les Aiguerelles	Anne FRANK	Charles DICKENS	PRES D'ARENES	Ecole primaire : Pascal KRZYZANSKI
Les Cévennes	Madeleine BRES	Julie DAUBIE	CEVENNES Les Cevennes	Ecole maternelle : Jean-Marc DI RUGGIERO Ecole élémentaire : Jean-Marc DI RUGGIERO
Leo Malet /Pape- Carpantier	PAPE CARPANTIER	Léo MALET	CEVENNES Celleneuve	Ecole maternelle : Abdi EL KANDOSSI Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOSSI
Les Ménestrels	Indira GANDHI	Akira KUROSAWA	MOSSON Hauts de Massane	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : Chantal LEVY-RAMEAU
Les Pins	Rudyard KIPLING	Charles BAUDELAIRE	CEVENNES Les Cevennes	Ecole maternelle : Jean-Marc DI RUGGIERO Ecole élémentaire : Jean-Marc DI RUGGIERO
Les Tours	Nicolas COPERNIC	Marc BLOCH	MOSSON Hauts de Massane	Ecole maternelle : Anne-Louise KNAPNOUGEL Ecole élémentaire : Anne-Louise KNAPNOUGEL

Les troubadours	AVERROES	GALILEE	MOSSON Hauts de Massane	Ecole maternelle : Abdi EL KANDOUSSI Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOUSSI
Louisville	Martin LUTHER KING	LOUISVILLE	MOSSON Paillade	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOUSSI
Malbosc	Marguerite YOUCENAR	François RABELAIS	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : Sonia KERANGUEVEN Ecole élémentaire : Sonia KERANGUEVEN
Mas Drevon	Bertie ALBRECHT	GARIBALDI	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Gérard CASTRE Ecole élémentaire : Gérard CASTRE
Michel de l'Hospital	Michel de l'HOSPITAL	André MALRAUX	PORT MARIANNE	Ecole primaire : Sauveur TORTORICI
Moulin / Bergman	Ingrid BERGMAN	Jean MOULIN	CENTRE	Ecole maternelle : Henri MAILLET Ecole élémentaire : Sauveur TORTORICI
Mitterrand	Mitterrand	Mitterrand	HOPITAUX FACULTES	Ecole primaire : Chantal LEVY-RAMEAU
Morisot / Mozart	MOZART	MORISOT	CENTRE	Ecole maternelle : Max LEVITA Ecole élémentaire : Max LEVITA
Olympe de Gouge	Olympe De GOUGES	Olympe De GOUGES	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Fabien ABERT Ecole élémentaire : Fabien ABERT
Oxford	Vincent Van GOGH	Franklin ROOSVELT	MOSSON Paillade	Ecole maternelle : Abdi EL KANDOUSSI Ecole élémentaire : Chantal LEVY-RAMEAU
Painlevé / Michel	Louise MICHEL	Paul PAINLEVE	PORT MARIANNE	Ecole maternelle : Sauveur TORTORICI Ecole élémentaire : Sauveur TORTORICI
Pas Du Loup	Lily BOULANGER	Victor SCHOELCHER	CROIX D'ARGENT Pas du Loup	Ecole primaire : Patricia MIRALLES
Pascal /Bernhardt	Sarah BERNHART	Blaise PASCAL	PORT MARIANNE	Ecole maternelle : Sauveur TORTORICI Ecole élémentaire : Sauveur TORTORICI
Petit Bard	Geneviève BON	Louis AMSTRONG	CEVENNES Petit Bard	Ecole maternelle : Chantal LEVY-RAMEAU Ecole élémentaire : Abdi EL KANDOUSSI
Près d'Arènes	Jean COCTEAU	DIDEROT	PRES D'ARENES	Ecole maternelle : Pascal KRZYZANSKI Ecole élémentaire : Pascal KRZYZANSKI
Prévert /	Jacques	Pablo PICASSO	MOSSON	Ecole maternelle :

Picasso	PREVERT		Hauts de Massane	Abdi EL KANDOUSSI Ecole élémentaire : Chantal LEVY-RAMEAU
Roux / Bazille	Docteur ROUX	Frédéric BAZILLE	CENTRE	Ecole maternelle : Maud BODKIN Ecole élémentaire : Maud BODKIN
Renaud/Balard	Madeleine RENAUD	Antoine BALARD	MOSSON Paillade	Ecole maternelle : Abdi EL KANDOUSSI Ecole élémentaire : Chantal LEVY-RAMEAU
Savary / Boucher	Hélène Boucher	Alain Savary	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Patricia MIRALLES Ecole élémentaire : Patricia MIRALLES
Sévigné / France	Anatole FRANCE	Madame De SEVIGNE	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Jérémie MALEK Ecole élémentaire : Guy BARRAL
Verne/La Fontaine	La FONTAINE	Jules VERNE	CENTRE	Ecole maternelle : - Michèle DRAY- FITOUSSI Ecole élémentaire : Michèle DRAY- FITOUSSI
Vert Bois	TERESA	Jules FERRY	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : Sonia KERANGUEVEN Ecole élémentaire : Sonia KERANGUEVEN
Villeneuve d'Angoulême	Aliénor d'AQUITAINE	Pierre de RONSARD	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Patricia MIRALLES Ecole élémentaire : Patricia MIRALLES
Voltaire /Pagnol	Marcel PAGNOL	VOLTAIRE	CROIX D'ARGENT	Ecole maternelle : Patricia MIRALLES Ecole élémentaire : Patricia MIRALLES

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ces représentants du Conseil municipal dans les Conseils d'Ecoles.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


 Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

MONTPELLIER EVENTS - Augmentation de capital réservé à la région Languedoc Roussillon - Autorisation donnée au représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est actuellement actionnaire de la SAEML MONTPELLIER EVENTS, dont le capital est de 35.368.881 €, à hauteur de 21.002 actions, d'une valeur nominale chacune de 163 € soit 3.423.326 € (9,68% du capital), et occupe 2 postes d'administrateur au sein du Conseil d'administration,

La Région Languedoc Roussillon a consenti à MONTPELLIER EVENTS, en septembre 2013, une avance en compte courant d'associé de 1.500.000 € arrivée à échéance le 15 octobre 2015 et transformable en capital par compensation de créance.

Pour ce faire, le Conseil d'administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS a, en sa séance du 14 octobre 2015, décidé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire en vue de proposer une augmentation de capital réservée à l'actionnaire Région Languedoc Roussillon à hauteur de 1.499.926 €, par émission de 9.202 actions nouvelles d'un montant de 163 € nominal chacune, ce qui portera le capital social de 35.368.881 € à 36.868.807 €.

Ce qui entraîne des modifications de la composition du capital social ;

L'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Locales, dans sa rédaction issue de la loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des SEML, dispose : « *A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité.* »

Ces modifications statutaires, exigent donc, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications de l'article 6 des statuts de la SAEML MONTPELLIER EVENTS relatives à la composition du capital social à la suite de l'augmentation de capital ;
- d'autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SAEML MONTPELLIER EVENTS, Mme Dominique MARTIN-PRIVAT à voter en faveur de ces modifications .

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu’ont été affichés, à compter du vendredi 18 décembre 2015 inclus, sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de Ville, la première et la dernière page des avenants suivants :

- L’avenant n°11 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Richter » ;
- L’avenant n°10 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Jacques Cœur » ;
- L’avenant n°11 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde » ;
- L’avenant n°8 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Parc Marianne » ;
- L’avenant n°6 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Malbosc » ;
- L’avenant n°5 à la concession d’aménagement Ville-SERM « ZAC du Nouveau Saint Roch » ;
- L’avenant n°12 au mandat Ville /-SERM « Foncier Port Marianne – Mandat d’acquisition » ;
- L’avenant n°8 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « Petit Bard »
- L’avenant n°3 à la concession d’aménagement Ville /-SAAM « EAI » ;

Cet affichage est établi pour une durée d’un mois.

Montpellier, le 24 décembre 2015

Madame l’Adjointe déléguée

Stéphanie JANNIN



CERTIFICAT D’AFFICHAGE


Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu’ont été affichés, du vendredi 18 décembre 2015 inclus au lundi 18 janvier 2016 inclus, sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de Ville, la première et la dernière page des avenants suivants :

- L’avenant n°11 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Richter » ;
- L’avenant n°10 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Jacques Cœur » ;
- L’avenant n°11 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde » ;
- L’avenant n°8 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Port Marianne – Parc Marianne » ;
- L’avenant n°6 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « ZAC Malbosc » ;
- L’avenant n°5 à la concession d’aménagement Ville-SERM « ZAC du Nouveau Saint Roch » ;
- L’avenant n°12 au mandat Ville /-SERM « Foncier Port Marianne – Mandat d’acquisition » ;
- L’avenant n°8 à la concession d’aménagement Ville /-SERM « Petit Bard »
- L’avenant n°3 à la concession d’aménagement Ville /-SAAM « EAI » ;

Montpellier, le 19 janvier 2016

**La Directrice de l’Aménagement
et de la Programmation**


Sylvie MAHOT